

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE PÉTROLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques et politiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 27 novembre 1925, à 3 heures du soir.

PAR

Louis CHASSAIGNE

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18, 20, 22, rue du Peugue

1925

Thèse
Bordeaux
1925.

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs***

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE PÉTROLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques et politiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 27 novembre 1925, à 3 heures du soir.

PAR

Louis CHASSAIGNE

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18, 20, 22, rue du Peugue

1925

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Professeurs honoraires : MM. SAUVAIRE-JOURDAN,  I.; BARDE  I.;
LESCURE  A. .

MM. DUGUIT, O.   I., *Doyen*, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

DE BOECK,  I., *Assesseur du Doyen*, professeur de *Droit international* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BENZACAR,  I., professeur d'*Economie politique* et chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

FERRON,  I., professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU,  I., professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit* (Doctorat).

MARIA,  I., professeur de *Droit romain*.

MARGAT,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

BONNECASE,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE,  A.  professeur de *Droit civil*.

VIZIOZ, professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Doctorat).

PIROU,  A., professeur d'*Economie politique et science financière* et chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques*.

BONNARD,  I., professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel* (Doctorat).

POPLAWSKI, professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

LABORDE LACOSTE, professeur, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), et d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

BOYÉ, professeur de *Droit romain* (2^e année) et chargé du cours de *Pandectes*.

M. MONTIGAUD,  I., *secrétaire*.

Mme COSTES, *commise au secrétariat*.

M. SALINGARDES,  I., *bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. BENZACAR

BONNARD, professeur

MOUNIER, professeur

Président

Suffragants



Ce n'est pas sans une certaine appréhension, que nous abordons un sujet si vaste, puisque nous aurons à parler de géologie, de chimie, de géographie, de mécanique, d'économie politique et même de droit — sujet aussi varié que les pays aux ciels changeants que nous aurons à traverser, depuis les montagnes boisées de la Californie jusqu'aux lointaines étendues, plates et sèches des bords de la mer Caspienne.

Après avoir d'un mot précisé la nature du pétrole et de ses dérivés, sans omettre les hypothèses proposées sur sa mystérieuse origine, nous nous attacherons du point de vue économique, à l'énumération détaillée des différentes régions pétrolifères.

Cette première partie, nous amènera tout naturellement à examiner — conséquence logique de leur production et de leurs besoins — la politique pétrolière des principales nations, avec une étude plus précise de la politique française, au double point de vue intérieur et extérieur, et un aperçu sur la politique internationale.

Nous jetterons enfin un coup d'œil sur le mouvement général des prix, résultante économique de la production et de la consommation mondiales.

Relativement au commerce du pétrole, nous ne dirons qu'un mot des exportations, lorsqu'elles seront le corollaire d'une faible consommation nationale et susceptibles ainsi de

modifier, parfois dans un sens plus libéral, la politique de ces pays. Pour le mouvement général des prix, nous effleurons aussi la question des monopoles.

En ce qui concerne le transport du pétrole — flotte pétrolière, wagons réservoirs, pipe-lines — et son industrie — réservoirs, stocks, raffinage — nous ne citerons quelques chiffres que pour la France.

Nous parlerons peu du point de son utilisation technique et de ses succédanés — à propos du carburant national nous n'en traiterons en effet que d'une façon légère.

Nous passerons enfin complètement sous silence les conditions d'exploitation d'un gisement pétrolifère, conditions soit techniques, soit financières, soit même juridiques pures, qui peuvent être, comme on le sait, l'exploitation privée, la concession, ou la nationalisation.

INTRODUCTION

TECHNIQUE DU PÉTROLE

§ 1. Le Pétrole, sa nature, ses dérivés et leur utilisation. —

Le pétrole est un mélange d'hydrocarbures de volatilités très différentes, susceptibles d'être isolés par la distillation fractionnée.

On obtient ainsi industriellement, les températures d'ébullition les plus basses, donnant les produits les plus légers.

De 45° à 75° les éthers de pétrole d'une densité de 0,65.

De 70° à 150° les essences, d'une densité de 0,72, dont la vapeur forme avec l'air des mélanges détonants. On trouve dans cette catégorie l'essence d'avion, l'essence d'auto et la benzine. Cette dernière employée par les teinturiers, les fabricants de vernis et les imprimeurs.

De 150° à 280° la kérosine ou pétrole lampant, d'une densité de 0,80 et qui fut jusqu'en 1910 le plus gros débouché du pétrole.

De 280° à 350° le mazout, employé dans les moteurs Diesel, dans les foyers industriels et dans les soutes.

De 350° à 380° la vaseline, qui remplace avantageusement les matières grasses d'origine végétale ou animale, parce qu'elle ne se rancit pas, et qui est surtout utile en pharmacie. — La paraffine, qui fondue et filtrée au noir animal est employée dans la fabrication des bougies. — L'asphalte. — Le coke de pétrole enfin qui sert à fabriquer les électrodes.

Il convient en outre de signaler que par un procédé de craquage (procédé Berton) à une température élevée — 400° — sous une pression de 10 k°, on obtient un carburant et des

sous-produits de pétrole brut, avec les distillants paraffineux compris entre le lampant et les résidus.

Les pétroles de Pensylvanie sont presque exclusivement formés d'hydrocarbures saturés, répondant à la formule C^nH^{2n+2} .

Les Pentanes C^5H^{12} dont la température d'ébullition est 37°-39°.

Les Hexanes C^6H^{14} dont la température d'ébullition est 71°5.

Les Heptanes C^7H^{16} dont la température d'ébullition est 98°.

Les Octanes C^8H^{18} dont la température d'ébullition est 124° etc...

Les pétroles du Caucase sont au contraire surtout composés de carbures éthyléniques dont la formule est C^nH^{2n} , dérivés des carbures benzéniques, et dont la composition est plus complexe.

Quoi qu'il en soit on a pu établir que dans le pétrole, le carbone entre toujours au moins pour 83 % et au plus pour 87 %, — l'hydrogène au moins pour 11 % et au plus pour 14 %, — l'oxygène pour 3,1 %, — enfin le soufre et l'azote pour 0,5 %.

§ 2. **Ses avantages.** — Le pétrole sert à alimenter les moteurs à explosion et les moteurs à combustion interne, qui ont des rendements thermiques dépassant de beaucoup celui de la machine à vapeur. Sa principale raison en est dans le mode de transmission de la chaleur au cylindre. Dans les moteurs à pétrole cette chaleur arrive en potentiel et ne se dégage qu'à l'instant du travail, tandis que dans la machine à vapeur le trajet de la chaudière au cylindre entraîne une déperdition considérable.

D'autre part, à poids égal, le pouvoir calorifique du pétrole est bien supérieur à celui des combustibles solides. En employant le mazout on augmente la production des chaudières de 35 à 50 %.

Enfin parmi les avantages indirects de l'emploi du pétrole il convient de signaler sa fluidité, qui a pour conséquence une plus grande facilité de ravitaillement et d'emmagasinage—on peut en effet utiliser tous les recoins,— avantage qui ne peut être contrebalancé par l'obligation de construire des réservoirs, alors que le charbon peut être mis en vrac; —facilité en outre de manipulation et de décrassage, à cause de l'absence presque complète de résidus et d'escarbilles. La main-d'œuvre en est réduite d'autant et sur les paquebots la diminution de l'équipage entraîne une diminution de logements et partant un accroissement de la place réservée au transport des marchandises.

D'ailleurs voici des chiffres.

Un relevé récent du Lloyd Register annonce que le tonnage mondial employant uniquement le charbon est tombé de 89 % en 1914 à 67,87 % en 1923, tandis que 24,23 % des vapeurs sont chauffés aux combustibles liquides et que 2,56 % ont adopté le moteur à combustion interne.

§ 3. **Son origine.**— On a proposé trois origines diverses du pétrole : une origine minérale, une origine végétale, et une origine animale.

L'origine inorganique fut soutenue par Berthelot. Le pétrole selon lui serait un dérivé de l'acétylène, et sa formation exclusivement éruptive.

Pour d'autres (Warren et Starrer, Potonié, Graig) son origine serait due à la distillation par l'action du feu central, sous une forte pression, de matières organiques en putréfaction. Cette hypothèse expliquerait d'une façon troublante l'existence et la situation des poches, absolument étanches, où le pétrole se trouve entre de l'eau salée et du méthane, ce dernier faisant par sa pression jaillir l'huile à la surface de la terre, mais qui, lorsque la poche n'a pas encore été sondée, serait la cause des dislocations de l'écorce terrestre aux flancs desquelles se trouvent presque toujours les gisements.

Précisons d'un mot comment durent être englouties cette faune et cette flore, qui croissaient sur les rivages des mers, primitives.

L'enfouissement fut-il accompagné d'un contact permanent avec l'oxygène? Il s'est alors produit la fossilisation. Il n'est resté qu'un peu de matière minérale... la coquille...

Ce contact avec l'oxygène ne fut-il que partiel, cessa-t-il un jour, fortuitement? Et nous avons la carbonisation.

L'enfouissement enfin fut-il immédiat, même avant la mort de la plante, ou de l'animal surtout? Alors nous sommes en présence de pétrole, l'eau de mer ayant joué le rôle de catalyseur.

Dans la nuit du passé, qui nous est aussi impénétrable que celle de l'avenir, ces hypothèses jettent des lueurs, peut-être fallacieuses mais qui séduisent... et qu'on utilise dans la prospection des gisements nouveaux.

§ 4. **Situation géologique de ses gisements.** — Les sources pétrolifères suivent en général les montagnes : les Alleghanys, les montagnes Rocheuses aux Etats-Unis, la Cordillère des Andes dans l'Amérique du Sud, le flanc septentrional des Karpathes en Pologne, les Alpes de Transylvanie en Roumanie, le Caucase en Russie. Elles s'étendent enfin en éventail autour de la mer Caspienne dans les plateaux de l'Iran et de l'Arménie.

D'autre part, au point de vue géologique pur, si l'on a remarqué aux Etats-Unis que le pétrole se trouve dans des terrains de plus en plus récents, quand on va de l'Est à l'Ouest, tout ce que l'on peut dire d'une manière générale, c'est qu'on le rencontre dans les terrains carbonifères, crétacés et tertiaires.

PREMIÈRE PARTIE

La Géographie du Pétrole

CHAPITRE PREMIER

LES ÉTATS-UNIS

§ 1. **La production du pétrole aux Etats-Unis.** — Le 28 août 1859 commence la période industrielle du pétrole aux Etats-Unis, lorsque Drake en découvre le premier puits avec sa production journalière de 1.500 litres, un peu moins de 10 barils. Depuis lors, la production va, d'abord, s'accroître d'une façon très lente, puisque ce n'est qu'en 1874 qu'elle dépasse 10 millions de barils, puis de 1880 à 1888 se stabiliser dans les vingtaines de millions, avec des progrès et des regresses et en atteignant un maximum de 30 millions en 1882, ensuite s'accroître lentement d'une façon régulière et continue de 35 millions en 1889 à 100 millions en 1903.

En 1910 la production atteint	.....	209.556.048 barils
1916	—	 300.767.158 barils
1920	—	 443.402.000 barils
1921	—	 472.188.000 barils
1922	—	 551.197.000 barils
1923	—	 732.407.000 barils
1924	—	 717.000.000 bar. ¹

1. Ces statistiques sont empruntées aux services officiels des Etats-Unis jusqu'en 1922 et au supplément économique du *Temps* d'après les statistiques américaines pour les années 1923-1924. Nous tenons néanmoins à signaler que le *Statist* de Londres du 16 août 1924 donne les chiffres suivants : 1916 301 millions de barils; 1920 : 443 millions; 1921 : 472 millions; 1922 : 557 millions; 1923 : 735 millions.

D'autre part les derniers renseignements indiquent une production journalière de 1.965.000 barils pendant la semaine finissant le 3 janvier 1925,— 2.024.000 pendant celle finissant le 17 janvier,— 1.935.000 au 14 février. Ces variations sont la conséquence de l'irrégularité de la production du bassin de Wortham au Texas, qui donnait 45.000 barils par jour à la fin de 1924, 167.000 le 15 janvier, et qui n'en donnait plus en février que 55.000. Depuis lors il en fournit 75.000. En mars 1925 la production journalière des Etats-Unis se maintient entre 1.940.000 et 1.950.000 barils¹. En avril elle en atteint 2.156.500; en mai 2.346.900; en juin 2.173.000; en juillet 2.111.750. En août 2.129.000². Pendant les premiers mois de l'année courante, on avait accumulé des stocks, en prévision d'une augmentation de la demande pour l'été, mais l'on craint déjà une congestion du marché, et l'on cherche à éviter la surproduction.

Quant au pourcentage de la production américaine, comparée à la production mondiale, il s'est successivement élevé à :

61	% en 1920
62	% en 1921
65	% en 1922
72,5	% en 1923
70,3	% en 1924

§ 2. **Les différents états producteurs.** — Les différents états producteurs de pétrole sont répartis en trois groupes :

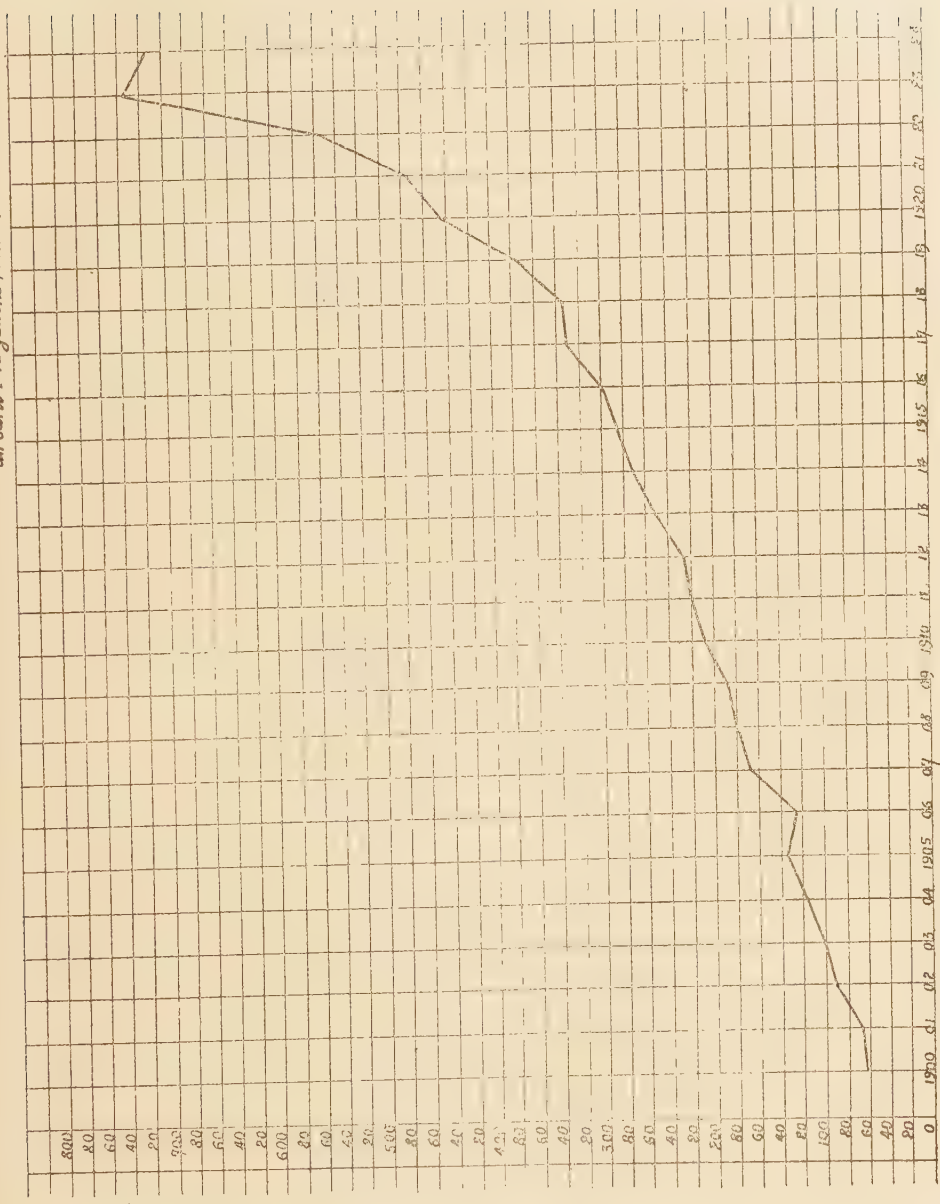
Le groupe oriental, qui englobe les états de New-York, Pennsylvanie, Ohio, Virginie occidentale, Kentucky, Tennessee, Illinois et Indiana.

Le groupe central, comprenant le Wyoming, le Colorado, le Kansas, l'Oklahoma, le Texas et la Louisiane.

1. Ces chiffres sont inférieurs de près de 100.000 au maximum de 1924, réalisé pendant la semaine finissant le 13 septembre. La diminution est en outre de 340.000 par rapport au chiffre-record atteint le huit septembre 1923.

2. Les chiffres correspondants de 1924 étaient : avril, 1.941.050; mai, 1 million 983.400; juin, 1.975.850; juillet, 1.987.700; août, 2.030.700.

La production des États-Unis (en millions de barils)
 un baril = 42 gallons, soit 5.6 barils à la tonne



Le groupe occidental enfin qui n'est formé que de la Californie.

Notons d'abord quelques précisions sur le pourcentage présent et passé des différents Etats dans la production totale des Etats-Unis.

Les Etats de New-York et de Pensylvanie furent les seuls producteurs de pétrole de 1860 à 1870. En 1880 ils fournissaient encore 90 %. En 1890 : 60 %, tandis que l'Ohio apparaissait avec 35 %, et en 1900 ils ne donnaient plus que pour 22 %, tandis que l'Ohio se maintenait à 34 % et que la Virginie occidentale arrivait à produire 25 %, la Californie 6 %, et l'Indiana 7 %. En 1910 la production s'éparpille ainsi : La Californie 35 %; l'Oklahoma 25 %; le Kansas 11 %; la Virginie occidentale 5 %; l'Ohio, la Pensylvanie et le Texas chacun 4 %; divers 12 %. Enfin en 1920, le Texas produisait 28 %. La Californie et l'Oklahoma chacun 24 %. La Louisiane 9 %. Divers 15 %.

a) *Les Etats de New-York et de Pensylvanie.* — Les gisements de pétrole se trouvent dans ces Etats au Nord-Nord-Est et à l'Est-Nord-Est. Ils fournirent une production de 3 millions de barils en moyenne de 1860 à 1869, et atteignirent des maxima en 1874 avec 10 millions, en 1882 avec 30 millions, en 1885 avec 20 millions, et un maximum maximorum en 1891 avec 33 millions. Depuis une douzaine d'années leur production se maintient aux environs de 8 millions de barils. L'huile de ces Etats est la plus riche en essences légères.

b) *La Virginie occidentale.* — Les gisements y sont le prolongement de ceux des Etats précédents. Ils donnent une huile un peu moins riche. Leur production devient importante à partir de 1891. Après avoir atteint un maximum en 1900 avec 16 millions de barils, la Virginie occidentale se maintient comme les Etats de New-York et de Pensylvanie aux environs de 8 millions.

c) *L'Ohio.* — L'huile produite dans l'Ohio est à peu près semblable. La production, qui y devient intéressante de-

puis 1885, atteignit et se maintint de 1894 à 1904 à une vingtaine de millions de barils. Depuis une quinzaine d'années, elle en donne de 7 à 8 millions.

d) *Kentucky et Tenesse*. — Leur production est relativement faible. On espère y trouver de nouveaux gisements. Elle a surtout augmenté depuis 1916, dont le chiffre fut multiplié par le coefficient 8 en 1921, soit près de 9 millions de barils.

e) *Indiana et Illinois*. — La production des gisements de l'Indiana décroît de 1904 à 1922, après avoir atteint un maximum de plus de 11 millions de barils. Depuis cette date elle se maintient entre 7 et 800.000 barils. L'huile extraite a une forte teneur de soufre, ce qui exige un raffinage plus poussé.

L'Illinois, qui était l'un des Etats les plus productifs venant après la Californie et l'Oklahoma, avec ses 33 millions de barils, n'en produit plus à l'heure actuelle qu'une dizaine de millions. Son huile possède une assez forte teneur d'asphalte.

Si donc l'on considère l'ensemble du groupe oriental, on remarque qu'il fut le premier à produire du pétrole, mais que sa production est en décroissance sauf pour le Kentucky et le Tenesse — que son huile est en outre fort bonne, sinon la meilleure des Etats-Unis.

f) *Le Wyoming et le Colorado*. — La production du Wyoming, qui dépassait à peine en 1912 1 million de barils atteignait en 1921 19 millions et elle est à l'heure actuelle en pleine prospérité.

La production du Colorado, par contre, n'a pas encore accusé un grand développement. Après avoir atteint un maximum de 824.000 barils en 1892, en 1921 elle n'était plus que de 108.200.

g) *Kansas et Oklahoma*. — Les champs pétrolifères s'étendent sur une longueur de 400 km. et traversent le Kansas, l'Oklahoma et les Territoires indiens.

La production du Kansas est très irrégulière. De 1904 à 1906 elle quintuple, retombe après, pour remonter en 1916 et de 1916 à 1918 elle quintuple encore (de 8.738.077 à 45.451.017). En 1923 enfin il y a une telle surproduction que les réservoirs sont insuffisants.

Quant à l'Oklahoma, sa production passe de 1 million de barils en 1904 à 100 millions en 1916. Depuis elle n'est jamais tombée au-dessous de ce chiffre. L'année 1923 donne lieu, ici encore, à une surproduction inouïe. Le 11 juillet la production atteint 503.850 barils quotidiens. Fin juin elle était toujours de 500.000 et fin octobre de 400.000 !

h) *Le Texas et la Louisiane.* — Depuis déjà une vingtaine d'années la production du Texas est supérieure à 1 million de barils. Son accroissement n'est pas régulier. Le plus rapide fut en 1920 où elle passait à 96 millions de barils tandis qu'en 1916 elle n'était encore que de 20 millions. La surproduction de 1923 se fait également sentir dans cette région. La moyenne journalière fut dans le Texas septentrional de 67.000 barils et dans le Texas central de 274.000, alors que les chiffres correspondants de 1922 étaient respectivement de 54.000 et de 144.000. En 1924, enfin, pour l'ensemble du Texas, la production atteignit le chiffre de 133 millions de barils.

La Louisiane a également une production irrégulière, due parfois à la découverte inopinée de gisements nouveaux. Dès 1903 elle atteint 1 million de barils. En 1920, elle plafonne avec 35.649.000 barils.

Dans le groupe central, donc production abondante et irrégulière, d'un pétrole ayant en général une forte teneur d'asphalte et de soufre.

i) *Californie.* — La production de la Californie est la plus constante et la plus abondante.

Dès 1895 elle atteignait 1 million de barils; en 1923 elle dépassait 120 millions.

Voici quelques chiffres se rapportant à cette surproduc-

tion, ainsi que quelques autres très récents, susceptibles de montrer l'influence directe de la Californie sur le marché américain et même mondial.

<i>Production quotidienne de la Californie</i>	<i>Production quotidienne totale des Etats-Unis</i>	
(en millions de barils)		
Fin juillet 1922	370	1.470
La semaine finissant le 18 août 1923	872	2.250
— 8 sept. 1923	863	2.281
— 5 janvier 1924	700	1.884
— 13 septembre 1924..	614	2.041
— 3 janvier 1925	607	1.965
— 10 janvier 1925	606	2.005
— 17 janvier 1925	603	2.024
— 31 janvier 1925	597	1.953
— 14 février 1925	598	1.935
— 28 février 1925	602	1.944
— 7 mars 1925	603	1.941
— 14 mars 1925	603	1.949
— 21 mars 1925	602	1.945

Enfin d'après des information toutes récentes cette production aurait doublé de février en septembre.

§ 3. **Les réserves de pétrole aux Etats-Unis.** — Le 20 janvier 1922 les membres de l' « American Association of Petroleum Geologists » et de « l'United States geological Survey » procédèrent à une évaluation des réserves de pétrole aux Etats-Unis, résultat d'une enquête de huit années. Ils arrivaient à un total de 9.150 millions de barils, se décomposant ainsi :

New-York	100
Pensylvania	260
West Virginia ..	200
Ohio	190
Indiana et Michigan	70
Illinois	440
Kentucky, Tenesse, Alabama et N. E. Mississipi	175

Missouri, Iowa, North Dakota, Wisconsin et Minnesota	40
Kansas	425
Oklahoma	1.340
Northem, Louisiana et Arkansas	525
Texas except Gulf Coast	670
Gulf Coast, Louisiana	2.100
Colorado, New Mexico, Arizona, Wyoming	525
Montana, Nebraska et South Dakota	100
Utah, Nevada, Oregon, Washington	80
Californie	1.850
Atlantic coast states	10

Devant la surproduction des années 1923 et 1924 la question des réserves devient plus inquiétante. Mais aussi plus discutée. Au début de cette année « The Oil and Gaz Journal » publiait un article prévoyant à brève échéance l'épuisement de la production américaine. Il en estimait les réserves à 4.416.709.000 barils, ce qui représenterait au taux de 1923 une durée de production de 6 années. Il se plaignait d'autre part du gaspillage résultant de l'abandon des puits (par pompage, non évidemment des sources jaillissantes) avant leur complet épuisement. Et il estimait à 1.500.000 pieds cube par an les pertes subies par les procédés périmés d'exploitation et de raffinage.

Par contre M. Pew, président de l'Institut du pétrole américain se montrait optimiste. Il a constaté que certains champs pétrolifères, que les géologues n'avaient pas mentionnés dans leurs rapports de 1889-1890 et 1901 ou qu'ils avaient sous-estimés d'une façon invraisemblable, avaient atteint un total de plus de 5.376 millions de barils. D'autre part en 1909 le service géologique, dans ses prévisions, ne mentionnait le Texas et la Louisiane que pour 200 millions de barils, alors que le Texas seul en a produit depuis 1909 882 millions et que sa production pour la seule année 1924 a atteint 133 millions. Quant à la Louisiane elle a produit depuis 1909, 300 millions de barils. Ainsi de ce que la produc-

tion annuelle dépasse en quantité les estimations officielles de jadis comme réserves totales, M. Pew conclut que le chiffre de 9 milliards de barils auquel on s'était arrêté en 1922 devrait être au moins doublé.

Il a néanmoins été créé une Commission de Conservation des pétroles — et cela malgré qu'une réduction de la production ne fût pas approuvée par le gouvernement, à cause des besoins de la marine d'Etat — qui avait d'abord pour but de procéder à une enquête sur les ressources américaines de pétrole et sur leurs conditions d'exploitation. Les derniers renseignements nous en font parvenir les conclusions. Les réserves pétrolières des Etats-Unis y sont estimées à 5 milliards 300 millions de barils, sans compter 26 milliards de barils, que l'on pourrait extraire par pompage, quand les prix permettraient d'employer de tels moyens. D'autre part géologiquement on trouverait du pétrole à grande profondeur au-dessous des sables pétrolifères actuellement en production. Enfin la superficie des terrains susceptibles de posséder du pétrole et non encore explorés, serait d'un milliard et 1/2 d'acres.

§ 4. **La consommation du pétrole aux Etats-Unis.** — Les esprits inquiets ont surtout été frappés de l'insuffisance des ressources des Etats-Unis (le 1/7 à peine de celles de l'univers en comparaison de celle du reste du monde : exactement : 75 % en 1920; 69 % en 1921 et 1922; 71 % en 1923; 74,8 % en 1924. D'où une amorce de politique nationale américaine du pétrole, tendant à se substituer à celle, exclusivement commerciale, pratiquée jusqu'à ces dernières années, politique, que nous étudierons dans la deuxième partie de cette étude.

La consommation, qui était à peu près égale à la production en 1914 et qui la dépassait d'une centaine de millions de barils en 1920, est redevenue approximativement égale depuis 1923.

En 1924 elle s'est élevée à 7.616 millions de gallons, soit 226 gallons par tête d'habitant.

Au 1^{er} janvier 1925 le nombre d'automobiles enregistrées aux Etats-Unis étant de 17.700.179 contre 15.232.658, et en comptant 500 gallons en moyenne par voiture et par an, la consommation pour 1925 s'élèverait à 8.850 millions de gallons. Ce chiffre peut être ne sera pas atteint à cause du ralentissement des affaires, mais il sera sûrement de beaucoup supérieur à celui de 1924¹.

1. Pour les 7 premiers mois de 1925 la production automobile s'est élevée à 2.203.219 voitures contre 2.010.459 pour la période correspondante de l'année dernière.

CHAPITRE II

LE MEXIQUE.

§ 1. **La production mexicaine du pétrole.** — Le Mexique est le second pays producteur de pétrole du monde. En raison du climat, qui ne convient ni aux Américains du Nord, ni aux Européens, de l'absence des moyens de transports, en raison aussi du manque de sécurité de ce pays, où les troubles sociaux sont fréquents sinon chroniques, les recherches n'y furent entreprises que relativement tard, sous la pression des besoins économiques.

Néanmoins dès 1901 la « Mexican Petroleum Compagny » et le groupe « Pearson » commencent des recherches avec succès. La production est alors de 10.345 barils. Elle quadruple l'année suivante, puis de 1903 à 1907 elle double tous les ans et atteint le million. En 1910 elle est de 3 millions de barils et en 1911 de 12 millions. Enfin, pour donner des chiffres plus exacts correspondant aux années les plus récentes :

En 1919 nous nous trouvons en présence de	87.359.436 barils
1920	— 157.068.678 ¹
1921	— 193.397.587
1922	— 182.278.457 ¹
1923	— 149.585.000
1924	— 139.597.475 ²

1. Pour l'année 1920 *The Statist* du 16 août 1924 donne le chiffre de 164 millions et l'*Echo commercial et industriel* du 1^{er} mai 1921 donne celui de 163.540.000. En outre cette dernière revue publie pour 1922 une production de 185.057.000.

2. La Situation donne le chiffre de 139.587.000.

Cette diminution tient à l'épuisement de la région sud, qui ne donne plus que le 1/3 du pétrole fourni par l'ensemble du pays; et il est douteux que l'on puisse maintenir la production à ce chiffre en 1925, bien que la région de Panuco soit en train d'augmenter sensiblement son pourcentage¹.

Cet état de chose a encouragé la prospection. En 1924 il fut délivré 1.371 permis de forage contre 909 en 1923, et 732 puits ont été achevés dont 259 sont productifs contre :

En 1923 471 dont 219 de productifs.

En 1922 219 dont 113 — —

En 1921 334 dont 279 —

En 1920 105 dont 57 —

L'augmentation pour 1924 est donc de 261 puits dont 42 de productifs.

§ 2. **Zones de production.** — L'on distingue deux zones principales de chaque côté de Vera-Cruz : au nord la région de Tampico et de Tuxpan, au sud celle de Tehuantepec et de Tabasco. Ces deux régions sont peu étendues en profondeur à l'intérieur du Mexique : 70 km. environ.

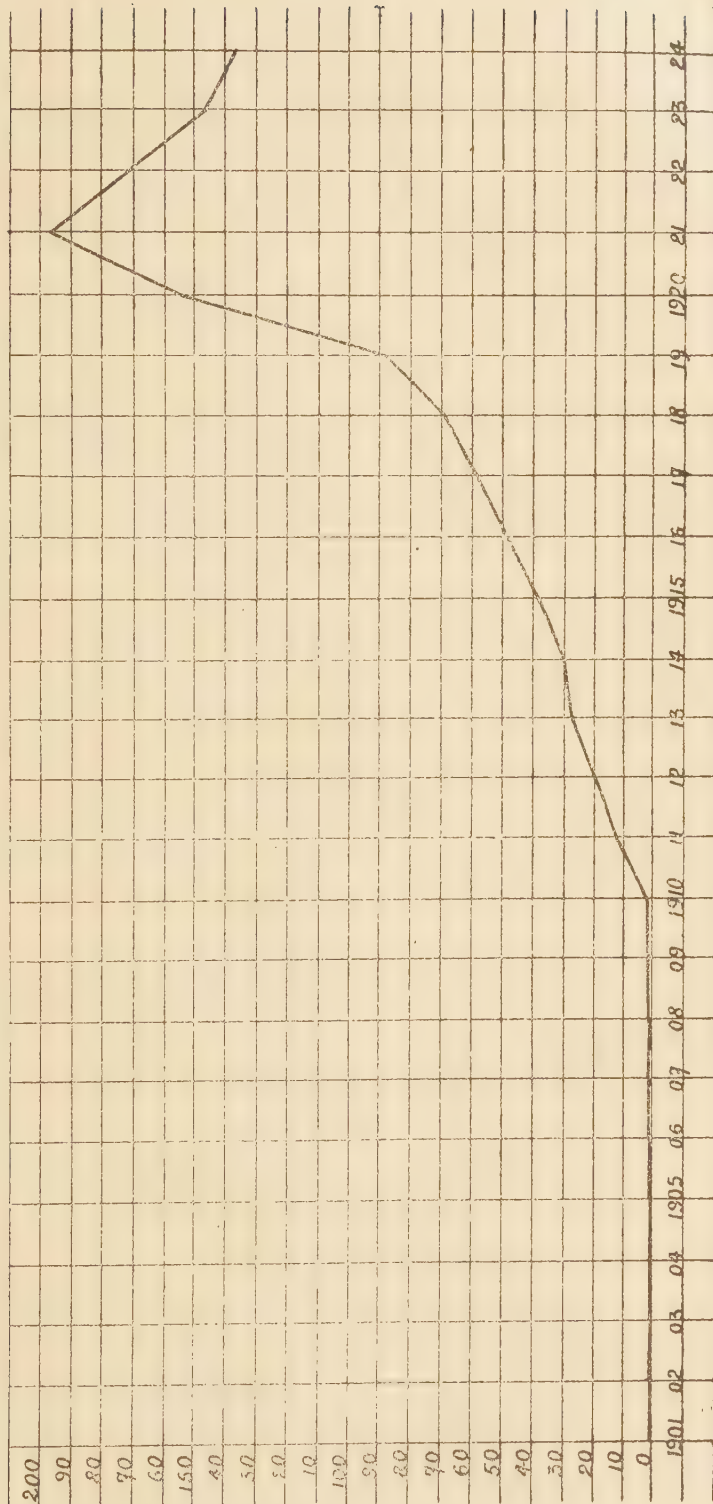
Ce qu'il y a de remarquable, c'est leur petit nombre de puits, qui ont un débit considérable et partant une faible durée de production. La situation des gisements, en outre, n'est pas régulière, les couches ayant été bousculées par des éruptions volcaniques anciennes.

La région du nord est la moins favorisée. En 1924 sur 638 puits, qui y furent construits, 214 seulement donnèrent des résultats. L'huile extraite a une densité de 0,95 à 0,98. Elle est extrêmement lourde, noirâtre, riche en fuel oil : elle fut employée dans les chemins de fer mexicains dès les années 1904-1905.

La région du sud, qui fut la première à produire, dès 1901, mais dont la diminution de production s'accroît sans

1. Pour le premier semestre de 1925, les statistiques officielles donnent le chiffre de 65.270.484 barils.

La production du Mexique (en millions de barils)



cesse depuis 1922, donna lieu en 1924 à la construction de 94 puits dont 45 furent productifs. L'huile de cette zone est à peu près semblable à celle de la région du nord. Elle est néanmoins un peu plus légère : sa densité est de 0,92.

§ 3. **Les réserves de pétrole du Mexique.** — D'après le relevé, dressé par le Geological Survey en 1922, le Mexique pourrait compter sur 719.475 mille mètres cubes. D'autre part *The Oil and Gaz Journal* dont nous avons déjà parlé à propos des réserves des Etats-Unis, estime les réserves mexicaines à 3.687.573.000 barils, qui, au taux de production de 1923, seraient d'une durée de 24 ans.

Quoi qu'il en soit, l'Etat mexicain, qui veut éviter le gaspillage des réserves du pays, suit une politique prudente (le ministre de l'industrie aurait l'intention de procéder à la revision de toutes les concessions récentes, dans le but d'annuler celles, dont l'exploitation n'est pas commencée : le concessionnaire en effet peut être déchu de ses droits si dans un certain délai, il n'a pas mis en exploitation ses concessions), politique d'ailleurs qui ne gênera pas, pour le moment, les Compagnies, qui, devant le bon marché des prix, hésitent à intensifier leur production.

§ 4. **La consommation du Mexique, ses exportations.** — La consommation intérieure est très faible. Elle s'est élevée en 1924 à 15.707.000 barils. Les exportations partant peuvent atteindre un chiffre considérable. En 1924 elles furent de 129.707.000 barils. La part des Etats-Unis fut de 69,6 % contre en 1923 71,3 % (ce pourcentage correspond pour ces années respectives aux chiffres de 88.308.356 et de 95.792.327 barils). Trente-six pays ont reçu du pétrole mexicain en 1923, trente-trois en 1924¹.

1. Pour le mois de juin 1925 les exportations se sont élevées à 8.913.000 barils, pour le mois de juillet à 8.440.000, pour le mois d'août à 6.545.000.

L'on peut ainsi entrevoir quelle politique le Mexique devrait être appelé à suivre, politique d'exportation avec possibilité d'imposition de taxes, avec création de ports francs — politique commerciale au premier chef.

CHAPITRE III

LA RUSSIE

§ 1. **La production russe.** — La période industrielle ne commence qu'avec les frères Nobel en 1875. La production ne cesse depuis lors de se développer. Elle passe par un maximum en 1916 avec 72.801.110 barils. Puis elle décroît avec une extrême rapidité. Dès 1917 les forages diminuent d'un tiers. En 1919 la production n'est plus que de 32 millions de barils, et en 1920, du fait de la nationalisation, qui fut prononcée le 28 mai, elle ne se chiffre plus que par 25.429.000 barils. La quantité mensuellement produite passait en effet de 14,9 millions de pouds¹ en juin à 10,8 en septembre, tandis qu'en 1913 elle était de 32 millions. La diminution était donc de 66 %, le nombre des puits en exploitation étant tombé de 1.518 à 700.

Une amélioration se produit néanmoins dès la fin de 1920 et se poursuit lentement pendant les années 1921-1922. En automne 1921, une Commission spéciale du « Conseil du Travail et de la Défense » munie des pleins pouvoirs visite Bakou et Grosny. Elle élabore certaines réformes, dont celle des tarifs, propres à stimuler l'ouvrier. Le nombre des puits augmente passant de 700 en 1920 à 1.212 en 1921, tandis que progresse sensiblement le chiffre des quantités extraites et transportées.

1. Les chiffres exprimés en pouds sont les chiffres, officiels reproduits par la *Pravda*. Le pouds : 16 kg. 38; 6 pouds : 98 kg.

en millions de pouds

<i>Extraits :</i>	<i>Transportés :</i>
En 1920.....	229,7
En 1921.....	242,2
	210
	247,4

La production mensuelle de juin 1921 à mai 1922 est de 13.998.000 pouds et celle de juin 1922 à mai 1923 de 16.711.000.

Les statistiques américaines donnent pour la production totale les résultats suivants :

1921	29.150.000 barils
1922	35.091.000 ¹
1923	44.000.000 ²
1924	39.156.000

D'après la revue *Oil News* le Conseil suprême économique des Soviets prévoirait pour l'année commençant le 1^{er} octobre 1925, une production de 514 362.000 pouds.

§ 2. **Les principales régions pétrolifères.** — Elles sont au nombre de deux : Bakou et Grosny.

La Région de Bakou commence de produire la première.

1884	89 millions de pouds
1893	325 —
1898	486 —
1901	671 —
1905	401 —
1908	467 —
1913	467 —
1914	422 —
1915	450 —
1916	476 —
1917	382 —

1. *The statist* (op. cit) ne donne que 33 millions.

2. *The statist* (op. cit) ne donne que 38 millions.

En 1916 Bakou donnait 79,2 % de la production totale russe.

En 1919 une commission spéciale, envoyée de Moscou, y constata une ruine presque complète. On y réussit néanmoins à stabiliser la production aux environs de 18 millions de pouds par mois. Au moins d'août 1924 elle était de 22.100.000 pouds. Au mois d'août 1925 de 26.300.000 et au mois de septembre de 28.521.000.

La région de Grosny, sise au nord du Caucase, quoique moins importante que Bakou fournissait en 1915 88 millions de pouds et 102 millions en 1919. Cette zone, depuis l'occupation bolcheviste a beaucoup souffert de la taxe fixant les prix, ainsi que du renchérissement du matériel et de la main-d'œuvre. La production mensuelle a été en août 1925 de 9.166.432 pouds.

Les régions productrices secondaires sont l'Oural, le Turkestan et le Promontoire de Bibi-Eibat, où se trouvent les gisements les plus riches, et les plus serrés. Un puits vient d'y être découvert, d'un débit de 50.000 pouds par jour.

§ 3. **Les ressources russes.** — D'après le *Geological Survey* les ressources de pétrole seraient de 926.970 mille mètres cubes pour la Russie méridionale, la Sibérie et le Caucase, et pour la Russie septentrionale de 147.075 mille.

The Oil and Gaz journal estime d'autre part que la Russie méridionale, la Sibérie et le Caucase pourraient disposer de 5.679.439.000 barils, ce qui représenterait au taux de 1923, une durée de production de 148 ans.

§ 4. **Consommation et exportation.** — La consommation intérieure a été pour 1924, d'après un relevé du ministre du Commerce des Etats-Unis, à défaut de chiffres officiels russes, de 1.153 millions de gallons, soit 12.3 gallons par tête d'habitant.

Les exportations ne dépassent généralement pas 15 % de

la production. Elles sont à l'heure actuelle en progression. Le Syndicat du Naphte a signé en 1923 un contrat avec la Royal Dutch pour une livraison de 100.000 tonnes de pétrole. On annonce enfin tout récemment que les pétroles russes auraient réussi à évincer la Standard Oil sur le marché turc en fournissant 75 % du commerce ottoman¹.

1. Les derniers chiffres pour l'année fiscale 1924-1925, qui vient de finir, indiquent un total de 1.400.000 tonnes exportées, contre 723.200 l'année précédente et 309.700 en 1922-1923.

CHAPITRE IV.

LA ROUMANIE

§ 1. **La production roumaine.** — En 1857 la production roumaine est de 275 tonnes, et jusqu'en 1896 elle en atteint à peine 80.000. En 1899 elle se chiffre par 250.000, et en 1913 par 1.885.000. La Roumanie occupe alors le quatrième rang parmi les pays producteurs de pétrole. Pendant la guerre elle ne fournit plus que 517.000 tonnes, du fait des destructions systématiques opérées par les armées alliées, mais dès 1919 elle se relève à 875.000, atteignant successivement:

en 1920	.....	1.100.000
en 1922	.....	1.390.000
en 1923	.....	1.500.000
en 1924	.....	1.840.000 ¹

Etant en présence d'une production journalière de 5.500 à 6.000 tonnes, on est en droit d'escompter pour 1925 un chiffre d'au moins 2.100.000 tonnes².

Par rapport à la production mondiale qui est en chiffres ronds de 140 millions de tonnes, la Roumanie se classe pour 1924 avec un pourcentage de 1.3 % au 6^e rang des pays producteurs de pétrole, après les Etats-Unis, le Mexique, la Russie, la Perse et les Indes néerlandaises.

§ 2. **Les zones de production.** — A l'heure actuelle leurs pourcentages sont les suivants: Prahova 80 %, Dombovitz 13 %, Buzau 4 % et Bacau 3 %, tandis qu'en 1923 ils étaient respectivement de 71 %, 20 %, 6 % et 3 %.

1. *Le Temps* donne les chiffres suivants d'après les statistiques américaines : 10.867.000 barils pour 1923 et 13 millions pour 1924.

2. Les derniers chiffres donnent pour le 1^{er} semestre 1925 une production de 1.062.374 tonnes, en augmentation de 204.881 tonnes sur la période correspondante de 1924 soit près de 24 % et pour le mois d'août une production de 201.000 tonnes.

A Prahova le chantier le plus important est celui de Moreni avec 66 % de la production totale du district. Puis Baicoi, Campina, Tuitca. A Dombovitz, le chantier d'Ochiusi avec ses 60 % et celui d'Ocnitei avec ses 33 %. A Buzau l'exploitation d'Arbanasi. A Bacau, celle de Moinesci.

A la fin de 1923 les sondes, puits abandonnés ou suspendus étaient de 476 sondes et 181 puits. La surface en exploitation était de 3.280 hectares sur 48.293 hectares de concédés, soit 7 %.

§ 3. **Les réserves roumaines de pétrole.** — Le *Geological Survey* les estime à 180.465 mille mètres cubes, en y comprenant celles de la Galicie et de l'Europe centrale.

The Oil and Gaz Journal estime les réserves des mêmes pays à 1.062.526.614 barils, soit au taux de la production de 1923 à une durée de 63 ans.

§ 4. **La consommation, les exportations.** — La consommation intérieure, qui était en 1913 de 852.000 tonnes, n'était plus que de 553.407 tonnes en 1920 mais elle s'est relevée dès 1921 à 654.290 et a de nouveau atteint le chiffre d'avant-guerre. Les exportations diminuent sans cesse. Elles qui avaient atteint le maximum de 1.036.000 tonnes en 1913, soit 55 % de la production totale du pays, elles sont passées de 430 mille tonnes en 1922 soit 31 % de la production à 384.000 en 1923 soit 25 %, et malgré l'augmentation de production de 1924 elles ont déchu de mois en mois, n'étant plus que de 31.167 tonnes en juin 1924 contre 37.864 en mai de la même année.

La plupart des économistes roumains en attribuent la cause dans l'augmentation excessive des taxes d'exportations¹.

Les derniers renseignements indiquent néanmoins pour le premier semestre 1925 le chiffre de 349.240 tonnes contre celui de 166.972 en 1924, soit une augmentation de 109 %.

1. L'Association des industriels du pétrole de Roumanie a décidé de remettre au gouvernement un mémoire où seront exposées les difficultés de l'exportation et la nécessité d'en réduire les droits.

CHAPITRE V

LA POLOGNE

§ 1. **La production polonaise.** — Le rendement des mines polonaises a beaucoup baissé puisqu'en 1909 la Galicie occupait la troisième place en donnant 4 % de la production mondiale et qu'en 1920 avec ses 5.606.116 barils, soit un peu moins de 1 % elle n'occupait plus que la huitième. En 1924, malgré une augmentation sensible de sa production, la Pologne vient au 10^e rang après les Etats-Unis, le Mexique, la Russie, la Perse, les Indes néerlandaises, la Roumanie, le Vénézuela, les Indes et le Pérou.

En 1921 elle donne ...	5.167.000	barils
en 1922 — ...	5.110.000	—
en 1923 —	5.373.000	—
en 1924 —	6.000.000	—

La production mensuelle se maintient aux environs de 60 mille tonnes.

§ 2. **Le centre de production.** — Jusqu'à maintenant la Galicie (ou petite Pologne orientale) a seule été exploitée, avec ses gisements qui s'étendent sur 350 kilomètres, le long du versant septentrional des Karpathes. Mais la Petite Pologne occidentale, qui présente, paraît-il, un grand intérêt, attire déjà l'attention des techniciens.

D'autre part 8 % seulement des terrains pétrolifères des Karpathes sont en exploitation. Il y a en effet quatre catégories de terrain. Ceux qui ne sont ni affermés ni exploités, ceux qui ont été affermés par l'ancien gouvernement autrichien et qui ne sont pas encore exploités (7.400 hectares),

ceux qui le sont (1.200 hectares) ceux enfin, qui viennent d'être cédés par le nouveau gouvernement polonais dans des conditions d'ailleurs avantageuses pour les producteurs.

Le nombre des puits n'est que 2.522, mais l'on prévoit que 6.500 forages pourront être exécutés dans un avenir assez rapproché.

§ 3. Les caractéristiques de la production polonaise. — Ce qui frappe surtout c'est l'anarchie, qui règne dans la production polonaise. La multiplicité des petits propriétaires a pour conséquence des sondages trop rapprochés, et qui se nuisent. Les moyens d'exploitation sont en outre surannés : par maladresse, fuite inutile, le gaz précieux, qui comprimerait le pétrole vers les trous de forage. Enfin les mesures prises pour la fermeture des eaux sont insuffisantes et les inondations fréquentes. D'autre part, l'ancien gouvernement autrichien, qui voulait décourager l'industrie polonaise au profit de l'industrie austro-allemande, a, par une loi de 1884, accordé aux possesseurs des terrains pétrolifères, un droit de propriété sur leur sous-sol. Ceux-ci dès lors perçoivent un « brutto », sorte de dîme, qui s'élevait jusqu'à ces derniers temps à 15 et 20 % de la production, et qui, partant, gênaient considérablement celle-ci. Le gouvernement polonais vient de réduire ces « bruttos » à un pourcentage plus faible, qui ne pourra être désormais que de 6 à 12 %.

Il convient en outre de noter que si les puits sont en général d'une production peu abondante, ils sont par contre d'une durée très longue. La diminution de la production actuelle, par rapport à celle d'avant-guerre, que l'on impute aux puits de Boryslaw et de Tustanowice tient aux difficultés et au coût de production qu'engendre une exploitation à grande profondeur.

§ 4. La consommation. — Les exportations. — La consommation intérieure ne s'élève qu'à 40 % de la production, et les exportations se chiffrent par près de 360 mille tonnes.

La France, qui contrôle par ses capitaux 53.03 % de la production polonaise, a essayé par son accord avec le gouvernement polonais du 6 février 1922 de canaliser vers elle ces exportations ¹.

1. En ce qui concerne les réserves de pétrole en Pologne, elles ont été évaluées avec celles de l'Europe centrale et de la Roumanie en un chiffre unique. Voir ce dernier pays.

CHAPITRE VI.

LES PAYS D'AVENIR. — LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE DU SUD

§ 1. **Les ressources de l'Amérique du Sud.** — Nous allons citer à ce propos une fois de plus *The Oil and Gaz Journal*. Celui-ci estime que les ressources des pays septentrionaux de l'Amérique du Sud seraient de 5.688.790.328 barils, soit au taux de production de 1923 d'une durée de 415 ans et que celles des pays méridionaux seraient de 3.539.136.011 barils soit d'une durée de 1.088 ans.

D'autre part le *Courrier du pétrole* a publié il y a deux ans environ une étude sur les réserves de l'Amérique du Sud d'après le *Petroleum Times*, dans laquelle M. David White les estime à 13 milliards de barils sur 60 milliards de réserves mondiales, soit le 1/5. Il ajoute que les recherches n'ont été exécutées que dans une faible partie de l'Amérique du Sud.

Les gisements sembleraient suivre les Andes, le long de la mer. Le pétrole serait d'excellente qualité.

§ 2. **La Colombie.** — Ce pays, ainsi que l'Equateur serait appelé à une grande prospérité commerciale en raison de la proximité du canal de Panama.

Le long de la côte des Caraïbes trois puits sont déjà en pleine production. On peut diviser la Colombie en cinq groupes, dont les trois premiers seraient les plus importants :

1° Une bande de terrain de 500 kilomètres, le long de l'Atlantique, avec une largeur de 50 à 100 kilomètres.

2° la région d'Atrato d'une superficie de 1800 milles carrés ;

3° la région de Magdalena, d'une superficie de 20.000 milles carrés.

4° la région du lac Maracaïbo;

5° 1.000 milles carrés longeant la côte du Pacifique.

§ 3. **Le Venezuela.** — La production de ce pays se développe d'une façon foudroyante :

456.800	barils en 1920
1.411.000	— 1921
2.335.000	— 1922
4.059.000	— 1923
8.200.000	— 1924

Le Vénézuëla a exporté en 1924 1.212.206 tonnes métriques. La production journalière ayant été au début de l'année de 50.000 barils on arriverait d'après Michel O. Shonghnessy, une des personnalités qui connaît le mieux le Vénézuëla à un total pour 1925 de 18.000.000 de barils.

§ 4. **L'Equateur.** — L'Equateur serait un des pays les plus favorisés. Trois puits donnent 250 barils d'huile légère par jour et la production mensuelle n'est pas inférieure à 3.750 barils d'huile lourde et à 11.400 d'huile légère, soit un total de 15.150 barils. La production annuelle dépasse 180.000 barils. Des compagnies américaines récemment installées effectuent de nouveaux sondages.

§ 5. **Le Pérou.** — La production du Pérou augmente sans cesse.

En 1920	elle était de	2.816	mille barils
en 1921	—	3.699	—
en 1922	—	5.332	—
en 1923	—	5.699	—
en 1924	—	6.500	—

Les importations diminuent chaque année. Dès maintenant la production suffit à la consommation intérieure. Seuls, les Etats-Unis y importent encore le mazout pour les com-

pagnies de chemins de fer du Centre et du Sud. Tout comme pour la Colombie et l'Equateur, les réserves du Pérou seraient considérables.

§ 6. **Le Brésil et le Chili.**— Les importations diminuent également dans ces deux pays. La production du Chili ne lui permet pas encore de couvrir ses besoins, car l'industrie, du nitrate, dans le Nord, consomme énormément de mazout. Le Brésil et le Chili, importent leur pétrole des Etats-Unis du Mexique et du Pérou.

§ 7. **L'Argentine.** — Beaucoup de sociétés nord-américaines, anglaises, allemandes, argentines, chiliennes, belges et espagnoles ont obtenu des permis d'exploitation et des concessions. Il tend à se former une concentration pour pouvoir explorer systématiquement.

L'Argentine compte cinq zones pétrolifères :

1° *Comodoro Rivadavia.* — Le pétrole y est d'excellente qualité. Il n'a que peu de soufre. Les gisements de cette région furent découverts en 1907. Aussitôt parut un décret interdisant l'exploitation privée. La mise en exploitation fut difficile et la Guerre vint aggraver cette situation. Cependant en 1920 on réussit à extraire 263.545 mètres cubes et l'on espère en 1927 pouvoir produire 12 millions de barils !

2° *Neuquem.* — Le pétrole de cette région est également excellent, mais il y est produit d'une façon insignifiante. Les recherches font espérer que c'est une des zones les plus riches de l'Amérique du Sud. Les terrains appartiennent à l'Etat. La prospection y est activement poussée.

3° *Cachenta* (province de Mendoza). — Les résultats n'y furent point satisfaisants en 1886-1900 et 1911. Une société anglaise vient récemment de se constituer pour en entreprendre la prospection.

4° *Salta Jujuy* (sur la frontière bolivienne). — Le pétrole y est d'aussi bonne qualité qu'en Pensylvanie. Il est riche en huiles lubrifiantes. L'activité y est moins grande que dans

les autres zones, à cause de son éloignement des grands centres de consommation,

5° *Santa-Cruz*.— Cette région vient de donner lieu à de très récentes explorations, dont les résultats ne sont pas encore connus.

En principe les mines sont la propriété particulière soit de la nation soit de la province. La propriété privée n'est créée que par les concessions. D'autre part le gouvernement produit lui-même. Il a extrait 372.000 tonnes en 1923 et 500.000 en 1924.

Le programme gouvernemental prévoit en outre pour 1925 156 nouveaux sondages à Comodoro Rivadavia et pour 1926 206.

La production totale de l'Argentine, qui était de 101 tonnes en 1907, de 884.000 barils en 1919 et de 1.747.000 en 1921, en a aujourd'hui atteint près de 3 millions.

CHAPITRE VII

AUTRES PAYS PRODUCTEURS

§ 1. **La Perse.** — Les gisements s'étendent sur 1.700 km.² et ont une superficie de 75.000 m². La production de la Perse a été successivement :

Pour 1914	3.000.000 de barils	
Pour 1916	4.000.000	—
Pour 1918	8.000.000	—
Pour 1919	9.000.000	—
Pour 1920	12.352.000	—
Pour 1921	16.672.000	—
Pour 1922	21.154.000	—
Pour 1923	28.793.000	—
Pour 1924	32.000.000 ¹	—

Sir Charles Greenway, président de l'Assemblée générale de l'Anglo-Persian prévoit pour 1925 une production entre 4.250 et 4.550 mille tonnes.

Cette augmentation rapide de la production n'a pas épuisé les puits les plus anciens, qui maintiennent leur taux de débit. L'un d'eux produit 12.000 barils quotidiens. Le ralentissement ne peut venir que du raffinage.

Les ressources persanes sont estimées à 5.739.726.345 barils soit au taux de production de 1923 une durée de 229 ans.

§ 2. **Les Indes Néerlandaises.** — Les gisements de pétrole y sont connus depuis le xvii^e siècle, mais leur exploitation industrielle ne date que d'une cinquantaine d'années. Leur

1. La *Vie économique* donne le chiffre de 2.714.216 tonnes.

position est remarquable, sur le bord de la mer, à proximité du marché asiatique, à mi-chemin de l'Europe et de l'Amérique.

Le pétrole des Indes Néerlandaises fut toujours importé en grosse quantité en Europe. Il alimentait en 1910 34 % de la consommation allemande.

En 1911 87.000 hecto entrèrent en France.

Voici leur production :

1912	.....	11.000.000 de barils
1914	.....	12.000.000 de barils
1916	.....	13.000.000 de barils
1918	.....	13.000.000 de barils
1919	.....	16.000.000 de barils
1920	.....	17.529.000 de barils
1921	.....	16.958.000 de barils
1922	.....	16.000.000 de barils
1923	.....	19.868.000 de barils
1924	.....	15.000.000 de barils

Les ressources des Indes néerlandaises sont estimées à 2.923.570.841 barils soit au taux de production de 1923 à une durée de 154 ans.

§ 3. **Les Indes.** — La production des Indes fut successivement :

En 1912	.....	7 millions de barils
1914	.....	7 —
1916	.....	8 —
1918	.....	8 —
1919	.....	9 —
1920	.....	7.500.000 barils
1921	.....	8.000.000 —
1922	.....	7.980.000 —
1923	.....	8.320.000 —
1924	.....	7.500.000 —

Les ressources des Indes sont évaluées à 158.205 mille m³.

§ 4. **Le Japon.** — Le cubage approximatif des schistes de Fu-Shun est estimé à 5.500 millions de tonnes, pouvant produire 300 millions de tonnes d'huile.

Quant à l'île de Sakhalian, dont les Japonais obtinrent la concession des Soviets par le traité du 20 janvier 1925. Le premier puits y fut foré dès 1919 — mais survint la révolution, le massacre de 600 Japonais et l'occupation japonaise depuis juillet 1920 (le Japon n'a obtenu cette concession qu'en échange de l'évacuation de ses troupes). Aujourd'hui trente puits ont été forés mais ils donnent à peine 50 à 60 tonnes par jour.

La production totale du Japon et de Formose se monte aux environ de deux millions de barils, et ses réserves sont estimées à 196.365 mille mètres cubes, non compris l'île de Sakhalian.

§ 5. **Autres pays producteurs.** — La Trinité, le Bornéo britannique et l'Egypte produisent tous trois deux millions de barils.

En Allemagne, les gisements les plus intéressants sont dans les landes de Lunebourg, où se trouvent également des mines de sel gemme. La production allemande en 1924 fut de 60 mille tonnes contre 50 mille en 1923.

Au Canada on produit péniblement 180 mille barils et en Italie à peine 30.

En Tchécoslovaquie les résultats sont peu encourageants. D'autre part le pétrole tchécoslovaque ne peut être transformé qu'en produit de graissage (ni essence, ni lampant). Aussi la Tchécoslovaquie est ravitaillée par la Pologne (80% des importations), la Roumanie (10,9%) et les Etats-Unis (8,2 %).

En Espagne les provinces du nord et la région de Cadix semblent être les plus favorisées. Dans cette dernière région

les terrains concédés sont passés de 5.702 hectares en 1921 à 16.144 ha en 1923. L'Etat encourage la prospection en dégrevant tout concessionnaire ou propriétaire, qui aura dépensé 500.000 pesetas en prospection, de l'impôt foncier du terrain pendant au plus 6 ans.

Enfin l'Angleterre a vainement cherché du pétrole dans son sous-sol. Elle n'a que la possibilité de tirer du benzol des schistes et des houilles.

CHAPITRE VIII

LA FRANCE ET SES COLONIES

§ 1. **La production française.** — Dès le début de 1921 diverses sociétés, dont la Société Petra, effectuèrent des sondages dans le Bearn et la Chalosse : A Castagnède, au sud d'Orthez (à une profondeur de 250 mètres). Dans la vallée de la Bidouse — à Coustères, tout près de Salies-de-Bearn, — à Basternes et à Gaujac enfin, où l'on a obtenu depuis 1858 120.000 tonnes de sables bitumineux. Dans le courant de la même année il fut creusé deux puits, l'un à Chantenay (Nièvre) qui a été arrêté à 941 mètres sans avoir donné de résultats, l'autre au puy de Crouelle, à 3 km. de Clermont-Ferrand. A la profondeur de 596 mètres on a recueilli une tonne de pétrole et 1.200 litres à 808 mètres. Malgré qu'une poussée de terre ait écrasé le tubage à 856 m. 30 on a pu extraire encore 700 litres, puis les travaux furent arrêtés. Le *Courrier du pétrole*, suivi par toute la Presse s'émut de cette cessation des travaux. M. Varenne fut chargé de faire un rapport. Le Conseil des ministres en ayant été saisi le 20 mai 1923, la continuation des recherches fut décidée, mais le Parlement s'y opposa par raison d'économie. Par la suite les opérations ne furent point reprises malgré la proposition de MM. Guillaume et Pineau, directeurs respectifs du Service des Mines et du Service des Pétroles et Essences, d'y affecter une partie des bénéfices laissés par le Consortium pétrolier, et malgré l'adoption d'un projet dans ce cas par le Ministre du Commerce et des Travaux Publics. En 1924 sur la demande de la direction des Essences le comité scientifique du pétrole a organisé des recherches à Gabian dans l'Hérault, tout près de Béziers. Un gisement y a donné

sans pompage 300 tonnes, et à la fin d'août 1925 un nouveau puits vient d'y être découvert, dont le débit atteint 100 tonnes par 24 heures. Devant ces résultats dix-sept demandes ont été déposées pour les environs de la région exploitée par l'Etat. Un sondage à Ferrières (Seine-Inférieure) et deux sondages en Limagne, à Beaulieu et à Mirabel ont, en outre, été exécutés.

Mais les mines de Pechelbronn en Alsace sont sans conteste le centre pétrolier le plus important de France. La situation y est satisfaisante, malgré de fréquentes grèves. Les méthodes employées sont les plus modernes (par puits et galeries) et les plus heureuses pour l'épuisements complet des gisements. La production en a été :

En 1913 de	.....	49.584 tonnes
1919 de	.....	47.255 —
1920 de	.....	54.909 —
1921 de	.....	55.574 —
1922 de	.....	70.108 —
1923 de	.....	70.694 —

En 1924 elle n'a pas sensiblement varié (le pourcentage des sondages productifs par rapport aux sondages forés a été en 1924 de 67,5 % contre 67,4 % en 1923), mais pour 1925 l'augmentation semble être fort importante. Tout récemment, en effet, quatre puits nouveaux ont été découverts : deux dans les régions exploitées, mais à des niveaux jusqu'à lors improductifs. Un troisième, au sud, à 340 mètres de profondeur, dont le débit atteint 15.000 litres par jour. Le quatrième est situé près de la limite de la concession et donne quotidiennement 3.000 litres.

La production totale française atteint 80.000 tonnes, couvrant ainsi le 1/5 de nos besoins en lubrifiants. Pour le premier trimestre de 1925, voici quelques chiffres, comparés avec ceux de 1924 :

	1925	1924
janvier	6.388 tonnes	4.005 tonnes
février	5.033	5.487
mars	6.014	5.385
totaux	17.455 ¹	14.877

§ 2. **La consommation française. — Les importations.** —

Nos besoins actuels sont de 1.600.000 tonnes, dont 250.000 de mazout — et le chiffre de 2 millions est à prévoir pour l'année courante.

Nos importations ont quelque peu diminué pendant le premier trimestre de 1925, en huiles de graissage, lourdes et raffinées, mais pour l'essence on compte une augmentation de 250.000 hectos.

	1925	1924
essence	3.093.193 hect.	2.852.094 hect.
huiles raffinées	964.693	1.375.403 hect.

Les principaux pays fournisseurs sont les Etats-Unis, les pays d'Asie, la Roumanie, la Russie et le Mexique.

§ 3. **Les ressources de pétrole en France.** — L'éminent géologue Paul Durandin estime que les ressources françaises équivalent à trois Galicies, sans parler des gisements d'Indochine, d'Algérie et de Madagascar.

Cette opinion est partagée par M. Wiliamson A. Hall, ingénieur des mines américain, qui fut chargé par le gouvernement français d'effectuer des recherches sur notre sol.

Géologiquement, la France devrait être un pays de pétrole.

§ 4. **L'Algérie.** — En Algérie le département d'Oran a seul donné quelques résultats. En 1912 les gisements d'Ain-Zeft ont donné 1860 hect. En 1917 ceux du Thouanet ont

1. Les résultats du second trimestre sont : avril : 5.954 tonnes; mai 5.556; juin : 4.988, soit au total 16.498 tonnes.

produit 75 tonnes par mois. En 1920 la Société Algérienne a obtenu 620 tonnes. Depuis lors on a vainement poursuivi les sondages. Des recherches y sont prévues ainsi qu'au Maroc, en participation avec le budget local.

§ 5. **La Tunisie.** — La région pétrolifère est en demi-cercle autour de Tunis avec, comme point de départ au nord, Bizerte. Les gisements les plus marquants sont dans la région septentrionale de la Régence, sur une longueur de 150 km. et une largeur de 30 à 40. Dans le Djebel Bon-Delbouz se trouve le puits le plus important, avec un débit d'une vingtaine de litres par 24 heures.

§ 6. **Le Tonkin.** — Le Tonkin possède quelques suintements de bitume, mais de l'avis des techniciens, ce serait les restes de gisements disparus. La prospection n'y est, pour cela, que très peu poussée.

§ 7. **Madagascar.** — On y évalue à 1.200 km. environ la longueur de la région pétrolifère, le long de la côte occidentale de l'île¹. Les gisements sont exploitables à ciel ouvert et donnent 1 hecto d'huile par tonne de sables bitumineux. Le prix de revient est relativement bas : il serait évalué à 40 fr. l'hecto. rendu en France pour une production annuelle de 2 millions d'hectos. La question la plus angoissante est celle de savoir le cubage exploitable. M. Toulouse, contrôleur des mines, estime les gisements à plus de 100 millions de tonnes. La caractéristique du pétrole malgache est la grande viscosité de son huile de graissage. Voici les résultats d'une analyse faite par M. A. Grégoire.

essence	4,32
pétrole lampant	13,67
gáz oil	25,24
huiles légères	9,99
huiles lourdes	28,50
paraffine	4,65

1. A la fin de 1923 une mission de géologues a exploré la partie ouest de Madagascar.

La soute pétrolifère a commencé d'être piquetée au début de 1924 pour M. Eygonnet.

Quant au problème de la main-d'œuvre, il reste encore irrésolu. La grande île, en effet, est un pays plus vaste que la France et ne compte cependant que 4 millions d'habitants.

Madagascar est la seule colonie française qui ait un avenir pétrolifère sérieux.

Le Comité Scientifique a proposé de lui réserver sur les fonds du consortium pétrolier une somme de trois millions.

On estime que la production mondiale de pétrole atteindra pour 1925 à 1.058.000.000 de barils en augmentation de 4 1/2 % sur 1924. La production mexicaine aurait diminué de 19 %, celle du Vénézuéla aurait doublé, celle de la Russie et du Pérou serait en augmentation de 22 % et celle de la Roumanie et de la Perse de 17 %.

DEUXIÈME PARTIE

La politique du pétrole

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

§ 1. D'une tentative de politique nationale américaine.—

Nous avons vu au chapitre précédent comment en présence des besoins des Etats-Unis et de leurs faibles ressources, certains économistes américains se sont alarmés. Ils ont en conséquence préconisé d'amorcer au plus tôt une politique nationale du pétrole et d'en finir avec le principe cher à la Standard Oil : « fournir au monde entier du pétrole américain ». L'Angleterre qui détient, disent-ils, la moitié du pétrole mondial n'en produit que le 1/4 tandis que les Etats-Unis n'en détenant que le 1/6 en produisent les 3/4. Or la consommation aux Etats-Unis est cinq fois supérieure par tête d'habitant à celle de l'Angleterre. Et M. Walter Teagle de conclure : « Si les gouvernements étrangers persistent à garder les dépôts de pétrole pour leur propre bénéfice dans l'avenir, tout en demandant aux Etats-Unis de satisfaire leurs besoins présents, nous examinerons les moyens de conserver notre pétrole pour nos besoins à nous ».

Et de fait, au début de 1920, par le « Leasing act » le gouvernement américain décrétait que toute société pétrolifère opérant en territoire américain ne devrait compter parmi

ses actionnaires que des nationaux. En Alaska il ne délivrait des permis de recherches qu'à des citoyens américains et aux Philippines 51 % des territoires pétrolifères étaient attribués au gouvernement central et les 49 % restant aux gouvernements locaux, provinces ou villes.

A vrai dire la situation de l'Amérique est moins grave que les Américains se plaisent à la répéter. Au Mexique ils contrôlent 80 % de la production, au Pérou toutes les compagnies actuelles sauf une sont contrôlées par la Standard Oil, et en Argentine ils ont des réservoirs immenses. D'autre part MM. Harry Sinclair et James, ce dernier secrétaire de l'American Oil Men Association » disent que l'épuisement des ressources américaines et mondiales est une histoire, qu'en effet la production s'est toujours maintenue au niveau de la consommation et qu'un tel argument ne devrait pas avoir de place dans les discussions d'ordre pratique. Enfin le Dr White, membre de la Commission géologique américaine faisait très judicieusement remarquer qu'en doublant, en quadruplant même les chiffres, la situation restait grave qu'après un siècle la question serait non américaine, ni anglaise, mais mondiale; que l'Angleterre escomptait aussi un délai de 70 à 100 ans pour l'épuisement de ses mines de charbon, mais que cela n'effrayait personne. Au surplus le meilleur remède à un épuisement prématuré des richesses naturelles est d'en améliorer le rendement¹, d'en trouver des succédanés, d'en réduire la consommation. Et la consommation de pétrole aux Etats-Unis est pour le moins excessive.

D'autre part, sous couleur de nationalisme, il semble bien que cette politique ne soit qu'une réplique commerciale, inspirée par la Standard Oil, réplique au développement croissant de l'activité de la Royal Dutch sur le territoire

1. On mande, à ce sujet, de New-York que M. Smith Wholey aurait mis au point un nouveau moteur à combustion interne, réalisant de grands avantages sur le moteur Diesel actuel, au point de vue du poids et de l'encombrement dont la consommation serait moindre, et le rendement plus régulier.

américain lui-même, au peu de succès rencontré par les prospecteurs américains à l'étranger, sauf peut-être au Canada à la création par l'Angleterre en 1918 d'une société spécialement chargée de combattre la Standard Oil : La « British Controlled Oil Fields », enfin à la défaite américaine dans la lutte pour les pétroles de Djambi, le dernier terrain à exploiter dans les Indes Néerlandaises. Le 5 juillet 1921, en effet, les deux chambres hollandaises en ont confié l'exploitation à la société des Indes Néerlandaises jusqu'en 1961. Mais il est regrettable de transporter ainsi sur le terrain politique une question commerciale : il en résulte des points de friction plus nombreux et plus vifs.

§ 2. **La politique américaine dans l'attribution des pétroles de Mésopotamie.**— Il n'est peut-être pas sans intérêt d'étudier tout particulièrement l'action américaine en Mésopotamie, la question des pétroles asiatiques étant une question internationale, ayant fait l'objet de conversations, de notes et de conférences multiples.

Lorsque les gouvernements alliés eurent reconnu à San Remo les droits acquis avant guerre par la « Turkish Petroleum », société anglo-allemande, dont les 50 % allemands étaient distribués par moitié entre la France et l'Angleterre, conformément au traité de Paix, et que la Société des Nations eut décidé de placer la Mésopotamie sous mandat anglais, les Etats-Unis, qui n'avaient pas été consultés, protestèrent et demandèrent une égalité de traitement en préconisant le système de la porte ouverte. Les notes des 12 mai et 28 juillet 1920 en donnaient la définition. Elles entendaient par « porte ouverte » la non exclusivité d'une région sous mandat ou d'une concession tendant à un monopole, se rapportant à un produit commercial ou essentiel à la production. La réponse de Lord Curzon est classée comme hypocrite. Elle évaluait la production des Etats-Unis à 70 % de la production mondiale — ils n'en produisent, paraît-il, exactement que 64, dont une partie est entre les mains de la Dutch

ou de la Shell. En outre, après avoir montré l'impossibilité de méconnaître les droits acquis de la « Turkish Petroleum », lord Curzon se déclarait prêt à reconnaître de semblables droits, en Palestine, à la Standard Oil, s'il y avait lieu¹.

Quoi qu'il en soit, il semble que les Etats-Unis, ne faisant pas partie de la Société des Nations et n'ayant pas même ratifié le Traité de Paix étaient mal venus à réclamer un traitement égal. Car avec leur système de la porte ouverte, sous l'apparence d'une idée généreuse au profit des faibles, ils entendaient obtenir une participation. Ils envoyèrent une nouvelle note le 21 février 1921 à la Société des Nations, pour que la question des mandats sur les anciennes colonies allemandes fût soumise à un nouvel examen dans le but uniquement de contrecarrer le gouvernement de Londres. Et effectivement, peu après les Etats-Unis par des tractations privées bénéficiaient d'une participation de 25 %, prise sur la part originellement attribuée à l'Anglo Persian, et qui était de 50 %.

La Sinclair Oil a obtenu en outre en 1923 une concession dans quatre provinces du nord de la Perse.

1. Lloyd George a fait une déclaration identique à la Chambre des Communes le 23 juin 1920, dans un débat sur la Mésopotamie.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE ANGLAISE

§ 1. **L'approvisionnement de l'Angleterre.** — L'Angleterre cherche de ne pas dépendre d'un seul pays producteur — formule dont la Royal Dutch s'est de tout temps inspirée — pour se mettre à l'abri des fluctuations de la production et pour se garantir contre les troubles locaux civils ou militaires. Avant guerre :

60,2 % de ses importations provenaient des Etats-Unis.

10,8 % de ses importations provenaient de la Roumanie.

6,8 % de ses importations provenaient de la Russie.

6,7 % de ses importations provenaient des Indes orientales.

Les Etats-Unis et le Mexique ont après la guerre remplacé la Roumanie et la Russie, mais dès 1923 la part américaine se trouve réduite à un pourcentage moins élevé que celui de 1913, tandis que la Perse occupe une place de plus en plus prépondérante. L'accroissement des importations de 1913 à 1923 a atteint 170 %. Les chiffres relatifs au mazout, bien qu'ayant diminué de 1921 à 1923, restent fort élevés. Ceux relatifs au pétrole lampant diminuent à cause du développement de l'électrification, mais la consommation en lubrifiants augmente dans des proportions considérables.

§ 2. **La politique anglaise.** — L'Angleterre ne possédant pas de pétrole, ni chez elle, ni dans ses colonies, a d'une part construit une flotte pétrolière de 1.400.000 tonnes plus importante que celle des Etats-Unis et d'autre part chercher à contrôler financièrement les régions productives les plus importantes du globe.

Pour cela le gouvernement anglais a fortement favorisé le développement de la Royal Dutch-Shell, et a créé de toutes pièces l'Anglo Persian.

La Royal Dutch-Shell, société anglo-hollandaise, possède actuellement le 1/9 de la production américaine (ce qui représente le 1/3 de sa propre production) avec ses 10 millions de tonnes de Californie (75 % de la production de cet état). Elle contrôle 98 % de la production des Indes Néerlandaises, 50 % de la production roumaine et russe, 27 % de la production péruvienne, une partie importante de celle de la Pologne. Elle a racheté en 1918 la « Mexican Eagle », a conquis le Vénézuéla, s'est installée en Allemagne, en Espagne et en Algérie.

Quant à l'« Anglo-Persian », créé en secret avant guerre par M. Wiston Churchill, c'est un organisme appartenant à l'Etat anglais. Le gouvernement britannique déclara en effet à la Chambre le 6 mars 1921 qu'il en détenait : 5.200.000 livres d'actions ordinaires; 1.000 livres d'action de préférence et 194.000 livres d'obligations.

Le reste appartenant à la Barmah Oil, dirigée elle-même par l'Amirauté. L'Anglo Persian contrôle 75 % des gisements persans et a une part de 25 % dans les pétroles de Mésopotamie¹.

§ 3. **L'Angleterre en Mésopotamie.** — Un groupe allemand avait obtenu en mars 1903 la permission de construire le chemin de fer de Bagdad avec la possibilité d'exploiter les champs pétrolifères de chaque côté de la voie, sur une profondeur de 20 km. et avec une option d'un an sur les vilayets de Mossoul et de Bagdad. Cette option n'ayant été ni exercée, ni prorogée M. d'Arcy engagea des négociations avec

1. L'Angleterre posséderait ainsi, d'après M. David White, membre de la Commission géologique américaine :

Au Canada	995	millions de barils
En Algérie et en Egypte	492,5	—
En Perse et en Mésopotamie	4.365	—
En Russie, Sibérie, Caucase	2.925	—
En Roumanie, Galicie	1.567,5	—
En Sakhaline	462,5	—
Aux Indes néerlandaises	753,75	—
Aux Indes	995	—

la Turquie en 1906, puis la révolution jeune-turque les ayant interrompues, il reprit les pourparlers en 1908, mais sans succès. L'amiral américain Chester ne fut pas plus heureux. En 1912, la Turkish Petroleum, au capital de 80.000 livres fut créée. Ce groupe anglo-allemand obtenait le 26 juin 1914, du ministre des Finances Ture Saïd Halim, la concession de tous les droits sur les pétroles découverts ou à découvrir sur les vilayets de Mossoul, Bassorah et Bagdad.

En 1916 l'accord Sykes-Picot concédait le vilayet de Mossoul à la France, attribution que l'on a expliquée par le désir de l'Angleterre d'interposer une zone tampon entre les régions d'influence russe et celles d'influence anglaise (L'intérêt d'une telle disposition cessa avec la disparition de l'empire russe). Mais par une lettre du 15 mai 1916, M. Edward Grey demanda que dans la zone, qui allait devenir française « toutes les concessions existantes, les droits de navigation et les droits et privilèges de tous les établissements religieux, scolaires et médicaux anglais fussent maintenus ». M. Cambon, qui ignorait sans doute la concession obtenue en 1914 par la Turkish Petroleum, accepta, et M. Edward Grey, prenant acte de cette acceptation nous accordait la réciprocité dans les zones anglaises ! Ainsi l'Angleterre se trouvait seule en présence des immenses réservoirs de Mésopotamie.

Mais par la suite à San Remo une participation de 25 % fut accordée à la France sur les 50 % de la Turkish petroleum appartenant aux Allemands, et les pourcentages furent ainsi établis :

50 % à l'Anglo Persian.

25 % à la Royal Dutch.

25 % à un groupe français.

Enfin les Etats-Unis ayant protesté à la conférence de Lausanne, dans les conditions que nous avons déjà indiquées, l'Angleterre, en présence également de la ferme volonté de la France de conserver ses droits intacts, se vit obligée

d'accorder 25 % à un groupe américain sur la part de l'Anglo-Persian.

§ 4. **La politique anglaise en Roumanie, dans des colonies françaises et en Russie.** — Par l'accord de San Remo du 24 avril 1920 l'Angleterre se réservait de contrôler par moitié avec la France, les pétroles roumains.

Dans les colonies françaises, protectorats, zones d'influence y compris le Maroc, la Tunisie et l'Algérie, la France s'engageait à accorder des facilités d'acquisition de concession à tous groupes franco-britanniques présentant des garanties suffisantes et possédant 67 % de capitaux français. A ce propos on a protesté véhémentement, en prétendant que l'accord de San Remo avait livré nos ressources pétrolifères coloniales à l'Angleterre. La garantie accordée au capital français semble pourtant suffisante et quel inconvénient y a-t-il à se servir de l'outillage britannique, en attendant que le nôtre soit à la hauteur de sa tâche ? Par contre on s'est amusé avec raison de ce que la réciprocité avait été accordée à la France dans les colonies de la couronne. Il est vrai, en effet, que les Dominions qui possèdent le pétrole « n'étaient pas parties au contrat ». Seule la Trinidad a peut-être un avenir pétrolifère intéressant mais il semble que les intérêts français y aient peu de chance.

En Syrie l'Angleterre obtenait en outre des facilités d'acheminement du pétrole vers la Méditerranée : la possibilité d'y construire des voies ferrées et des pipe-lines.

Enfin en Russie, le principe de la collaboration franco-anglaise était posé, sans autre précision, en attendant qu'il existât une autorité régulièrement investie pour acquérir la concession de nouveaux gisements dans l'Oural, le Turkestan et le Caucase. A Gênes, les tractations anglaises n'aboutissent point. Une mission britannique va, d'après le « Statist » du 1^{er} mai dernier, se rendre à Moscou pour étudier les possibilités de placement des capitaux anglais dans les entreprises industrielles russes.

CHAPITRE III

LES POLITIQUES MEXICAINE, ROUMAINE ET POLONAISE

§ 1. **La politique mexicaine.** — En présence d'une indécision de la politique américaine : les producteurs des Etats-Unis désirant une taxe à l'importation des pétroles mexicains et les consommateurs, en particulier les industriels, ainsi que les producteurs du Mexique n'en voulant à aucun prix, le gouvernement mexicain prenait les devants et établissait par le décret du 7 juin 1921 un droit sur les exportations, qui devait servir à reprendre le service de la dette extérieure. Il était en la circonstance fort habile, la taxe demandée par l'industrie américaine pour la protéger contre la concurrence mexicaine étant de 1 dollar 50 par baril et la taxe d'exportation n'étant que de 0,75.

D'autre part au point de vue intérieur, le Mexique envisageait la création d'un certain nombre de ports francs : Puerto-Mexico, celui de Salind Cruz, d'Oaxaca, celui de Guagmos sur le Pacifique.

Telle était la politique mexicaine avant la révolution de 1923, politique libérale d'exportation, politique d'un pays tributaire de l'étranger, en l'occurrence des Etats-Unis.

Mais depuis 1923 le nouveau gouvernement fédéral du président Calles n'a cessé de tendre les rapports mexico-américains, par la confiscation des biens appartenant aux citoyens des Etats-Unis, qui ne furent ni restitués ni couverts par une indemnité correspondante. Une Commission mixte a néanmoins été chargée de ce règlement et poursuit actuellement ses travaux — par la conclusion surtout d'un traité

de commerce avec le Japon, qui vient d'entrer en vigueur en juin dernier. Malgré les assurances du ministre des Affaires étrangères mexicain, qui soutient que c'est là exclusivement un traité de commerce et d'amitié, continuation de celui conclu en 1888, les Américains du Nord ne peuvent regarder favorablement le droit pour les Japonais d'acquérir des biens fonciers au Mexique, alors qu'ils leur refusent même le droit d'entrer chez eux.

Au point de vue intérieur un changement politique semblable, orienté dans un sens national, se fait jour, non seulement par une volonté d'éviter le gaspillage et de restreindre la production — dix-huit puits en forage ont été abandonnés, les travaux de préparation dans les régions où les sondages n'ont pas été commencés, viennent d'être suspendus, et les concessions n'ayant pas encore été mises en exploitation vont être frappées de déchéance — mais encore par l'élaboration d'un projet de loi sur les pétroles, qui va être soumis à l'approbation du Parlement à la prochaine session, et où le gouvernement s'efforce de stimuler l'industrie nationale et d'y favoriser l'entrée des capitaux mexicains.

En outre les gouverneurs des Etats sont en train d'organiser une coopérative d'exploitation des pétroles, qui doit être considérée comme une première tentative de nationalisation de l'industrie pétrolière.

§ 2. **La politique roumaine.** — La production de la Roumanie a retrouvé sa prospérité d'avant-guerre. Le gouvernement roumain ne lui a cependant pas ménagé les obstacles : taxes d'exportation trop lourdes (les exportations tendaient à fléchir de ce fait¹, contingentement du marché intérieur² en vue d'une compression des prix (26.000 lei pour 10 tonnes, soit 1 dollar 70 le baril, alors qu'aux Etats-Unis

1. Nous avons vu que les exportations après avoir atteint leur minimum l'année dernière étaient pour le premier semestre 1925 en augmentation de 109 % sur les chiffres correspondants de 1924.

2. A l'heure actuelle encore les exportations de mazout sont interdites.

il coûte 3.86), tentative enfin par l'Etat de s'approprier les régions productrices, grâce à la nouvelle loi des mines. La Roumanie, en effet, ne ratifia pas l'accord de San Remo, ne voulant pas retomber sous la tutelle des capitaux anglo-français après avoir échappé à celle, avant-guerre, des capitaux allemands. Et en mai 1924 le gouvernement fit voter malgré de nombreuses protestations étrangères, que 60 % du capital des sociétés exploitant en Roumanie devaient être réservés au capital roumain. Les étrangers, ayant des intérêts en Roumanie, et notamment la Standard Oil, par l'intermédiaire de M. Peter Jay, ministre américain à Bucarest ont fait remarquer l'injustice du non respect des droits acquis : les sociétés dont il s'agissait ont en effet risqué leurs capitaux avant que la richesse de la Roumanie ne fût connue. Ils ajoutaient que d'autre part la Roumanie, ne disposant pas des moyens nécessaires au rachat de ces 60 %, c'était une confiscation pure et simple. Qu'au surplus les concessions nouvelles, ne pouvant être accordées qu'aux sociétés satisfaisant aux conditions de la nouvelle loi, c'était acculer les sociétés existantes à la faillite. Ces protestations furent faites en vain, et se sont déjà soumises : la société « le Phénix », de Londres, détenant 10 % de la production roumaine de pétrole brut ; la « Colombia » dépendant de l'Omnium des pétroles de Paris, « l'Astra-Romana », filiale de la Royal Dutch, la « Romana-Americana », filiale de la Standard Oil, « la Steaua Romana, qui était depuis 1921 sous le contrôle d'un groupe franco-anglais. Par contre « l'Industria Romana » créée en 1920 et le Crédit minier, qui a reçu des concessions de terrains appartenant à l'Etat, se développent rapidement. Celui-ci produit journellement 800 à 1.000 tonnes soit 15 % de la production totale du pays.

En avril 1925 de nouvelles concessions ont été accordées par l'Etat à diverses sociétés, se conformant à la nouvelle loi des mines.

§ 3. **La politique polonaise.**— A partir de 1920, le gouvernement polonais, ne pouvant équilibrer son budget, lève des taxes excessives. Son administration complexe tracasse continuellement la production pétrolière. Possédant la raffinerie de Drohobycz il réquisitionne, pour alimenter celle-ci, l'huile brute, sans en fixer le prix, taxe les prix intérieurs au-dessous du prix de revient, prohibe les exportations (l'exportation devait remettre le prix de vente, que le gouvernement changeait en marks polonais, à un taux arbitraire). Et l'essor, résultant de l'afflux des capitaux français après la guerre, en Pologne, pour y remplacer les capitaux allemands, en est tout aussitôt enrayé. Cette politique fut jugée si désastreuse que la liberté fut de nouveau rendue, moyennant certaines taxes. Il existe, à l'heure actuelle un impôt de 2.50 % sur le chiffre d'affaires, à tous les stades de fabrication et de vente (loi du 15 mai 1923) un impôt sur les bénéfices, variant entre 2 et 25 % : ce taux étant applicable au-dessus de 120 millions de marks polonais, soit 24.000 fr. est appliqué à toutes les entreprises (loi du 16 juillet 1920). Un impôt enfin sur le capital de 2 à 10 %. L'impôt doit être payé en zlotys, sorte de monnaie d'or fictive.

Au point de vue extérieur, le gouvernement polonais eut après la guerre de longs et difficiles pourparlers avec la France — celle-ci ayant, on ne peut guère le lui reprocher, voulu lier la fourniture du pétrole au règlement des dettes contractées par la Pologne, par une participation dans la raffinerie d'Etat de Drohobycz. En 1921 les négociations reprirent mais également sans résultat, la question ayant été cette fois plus particulièrement liée à une convention d'ordre militaire. La Pologne chercha alors une entente, mais en vain, avec l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et les Etats-Unis. C'est dans ces conditions que le Traité du 5 février 1922 avec la France fut conclu, ouvrant une ère d'alliance économique étroite entre les deux pays. Nous étudierons cet accord plus loin, à propos de la politique française en Pologne.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE FRANÇAISE

SECTION I. — LA POLITIQUE INTÉRIEURE

§ 1. **La législation minière française.** — La législation minière française est une des plus favorables à la prospection.

La loi de 1810 ne prévoyait naturellement pas le pétrole. Celle du 16 décembre 1922 a créé un permis exclusif d'exécuter des sondages sur un maximum de 5.000 hectares. Elle a admis la libre disposition du pétrole extrait pendant les recherches, moyennant une taxe de 10 % sur la valeur du produit brut. Elle a enfin établi le droit pour le titulaire du permis à l'obtention d'une concession.

Cette loi a été complétée par celle du 1^{er} juillet 1923, exonérant de la redevance proportionnelle des mines prévues par les articles 33 à 42 de la loi du 21 avril 1810, les concessions de Schistes bitumineux et de lignites destinés à la distillation.

Enfin la loi des finances de 1925, dans son article 24 étend cette exonération pendant une période de 10 années à toutes les concessions nouvelles de pétrole et de gaz combustibles.

Le résultat de toutes ces mesures est que, au 10 février 1925, le ministre des Travaux Publics avait accordé 15 concessions ou permis exclusifs de recherches, avec obligation d'effectuer des travaux, et avaient en outre à examiner 38 demandes nouvelles.

§ 2. **Le régime intérieur.** — Avant la guerre, une dizaine de raffineurs importaient le pétrole en France. Mais les impor-

tations étant passées de 2.465.868 hectos en 1914 à 5.096.010 en 1917, ils ne purent bientôt plus en assurer le ravitaillement, et un nouveau régime fut institué à partir du 1^{er} avril 1918. Un consortium acheta et vendit le pétrole sous le contrôle et d'accord avec l'Etat. Ce système dura jusqu'à fin décembre 1921 (décret de suppression du 7 mai 1921) et les opérations comptables ne furent terminées qu'au 31 décembre 1923.

Pendant la durée du régime d'état, il y a lieu de distinguer deux périodes : la première du 29 mars 1918 au 30 avril 1921, pendant laquelle le Consortium pétrolier fonctionna réellement et la seconde, du 30 avril 1921 à fin décembre 1923, période de gestion directe par l'Etat. Avec le Consortium, l'Etat ayant le monopole des importations, les prix de vente en gros à la consommation étaient fixés par le Comité général du pétrole. Profitant de la période d'essor de 1919, et possédant des stocks importants, le consortium réalisa de gros bénéfices. Au 23 avril 1920 ils se chiffraient par 159 millions de francs. Mais avec la crise des automobiles et la décision de l'Etat, pour réduire les prix du carburant, de vendre au dessous du prix de revient, les bénéfices diminuèrent vite et le 30 avril 1921 ils n'étaient plus que de 95.585.245 fr. 40. Avec la gestion directe de l'Etat le décret de suppression du consortium pétrolier ayant été ratifié par la loi du 9 juillet 1921, les stocks sont liquidés au cours du jour. La surtaxe temporaire, fixée par l'article 2 de cette dernière loi, était de 30 francs par hecto, mais elle était ramenée à 20 francs le 20 octobre 1921, à 15 fr. le 1^{er} janvier 1922, à 10 fr. le 15 avril et à 5 fr. le 23 septembre. Au 31 décembre 1923 les bénéfices étaient de 44 millions de francs, plus 16 millions au compte des assurances de ravitaillement. Durant toute cette période la situation économique avait été désastreuse et il ne faut pas s'étonner que la gestion d'Etat n'ait pas donné les résultats que l'on en attendait, avec, sous les yeux, l'excédent de recettes exceptionnel réalisé pendant le consortium. Au 1^{er} décembre 1924 les bénéfices, dont l'affec-

tation était proposée et qui fut ultérieurement décidée par la loi du 10 janvier 1925, à l'office national du pétrole et des combustibles liquides, était de 52.224.482 fr. 60.

Il avait été question d'un monopole définitif et cela malgré les menaces de la Standard Oil de ne pas continuer son crédit (elle acceptait des bons du Trésor à 5 %), car la France avait pris ses précautions et obtenait en même temps de la Royal Dutch un crédit de 2 millions de livres porté à 5 millions le 5 janvier 1920. Mais celle-ci ne pouvant fournir assez de pétrole et les stocks s'épuisant, l'on fut obligé d'avoir de nouveau recours à la Standard.

Le régime actuel de la liberté contrôlée consiste en une autorisation d'importation préalable, délivrée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur la demande de l'intéressé. Cette autorisation ne peut être retirée par le Ministre, après un préavis d'un mois, qu'au cas de non exécution des conditions prescrites par la loi du 10 janvier 1925. Les titulaires d'une permission doivent, en effet, constituer des réserves égales au quart des quantités déclarées pour la consommation au cours des 12 mois précédents. Pour cela dans l'année qui suit la délivrance de l'autorisation ils doivent stocker le quart des marchandises importées par eux au cours de chaque mois. Les stocks sont réduits à 1/10^e pour les importateurs de moins de cinquante tonnes par mois, et qui justifient de leur vente de détail. Les importateurs doivent déclarer au ministre chaque mois l'état de leurs stocks, qui ne peuvent descendre au-dessous du tiers de la quantité déclarée pour la consommation durant les 3 premiers trimestres des 12 mois précédents. En cas d'infraction ou de fausse déclaration, on leur interdit toute déclaration jusqu'à ce que les stocks soient reconstitués. Les importateurs enfin sont soumis aux règles de priorité pour la fourniture des services publics.

Ce régime de liberté contrôlée a eu une heureuse influence sur les prix, qu'elle a fait fléchir sensiblement. Depuis que la libre concurrence a pu renaître, le marché français est en effet des plus enviables. Si les prix sont encore relativement élevés

il ne faut pas en incriminer notre régime intérieur, mais bien le fisc, qui percevait des droits excessifs (A Paris 60 fr. par hecto soit 50 % de la valeur de l'essence, et à peu près la valeur d'un hecto de pétrole. En 1924 l'Etat a perçu à ce titre 400 millions !) Et cela malgré la réduction des droits de douane de 90 fr. à 4 fr. par quintal (loi du 5 août 1919), des droits d'octroi à Paris et en province, et malgré l'application du tarif minimum aux huiles de Russie, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de la Trinité¹...

Il convient enfin de dire quelques mots de l'Office national des pétroles, créé par la même loi du 10 janvier 1925 et dont l'institution est si intimement liée au régime intérieur français. Cet organisme est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il a pour fonctions de centraliser les informations, de développer l'enseignement technique, de coordonner les recherches de gisement, de donner son avis sur toutes les questions intéressant le ravitaillement du pays en hydrocarbures. Il est en outre obligatoirement consulté sur tous les projets de lois, décrets ou arrêtés, concernant la politique du pétrole. Les opérations commerciales lui sont interdites et ses ressources sont constituées par une taxe de 10 francs par tonne sur toute quantité déclarée à la consommation. Cette taxe est réduite à 1 fr. 50 pour les résidus du pétrole. D'autre part les bénéfices laissés par le consortium pétrolier lui sont accordés. Les opérations budgétaires de l'office sont centralisées par un comptable justiciable de la Cour des Comptes et elles sont soumises aux Chambres dans les 3 premiers mois suivant chaque exercice. L'office est administré sous l'autorité du Ministre du Commerce, par un directeur, assisté d'un conseil d'administration. Le directeur est nommé par décret sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et après

1. Il existe en outre, en vue de comprimer les prix toute une série de mesures administratives, et notamment l'obligation d'afficher les prix de vente dans chaque département par les soins du préfet, et celle de les publier chaque mois au *Journal officiel* (Loi du 10 janvier 1925, art. 12 bis).

avis du conseil d'administration. Il est membre de droit du Conseil d'administration et de toutes les commissions fonctionnant à l'Office. Il y a un vice-président également nommé par le Ministre. Quant au Conseil d'administration, il est composé de 31 membres, dont 2 désignés par le Sénat, 4 par la Chambre, 3 par le Ministre des Travaux publics, 3 par le Ministre de la Guerre, 2 par le Ministre de la Marine et 17 par le Ministre du Commerce.

§ 3. Le problème du ravitaillement. — Les stocks et la flotte pétrolière. — Le ravitaillement est un problème des plus angoissants pour la France. Les pétroles russes nous étant fermés, la Roumanie possédant du pétrole léger mais pas de mazout, nous sommes obligés de nous approvisionner aux Etats-Unis et au Mexique (Etats-Unis 77 %; Mexique 4,8; Roumanie 4,7). Le change nous y est défavorable. Le transport dure vingt-cinq jours et nous coûte très cher, surtout étant tributaire de l'étranger pour le fret (Hollande, Angleterre, Amérique). Nous sommes enfin dans l'impossibilité de constituer des stocks, qui sont indispensables en temps de guerre. D'où la nécessité pour le gouvernement français de prendre des mesures appropriées.

La loi du 16 juillet 1921 a pour la première fois en France institué le régime des stocks de réserve :

- au 1^{er} janvier 1924 ils étaient de 341.082 tonnes;
- au 1^{er} juillet 1924 ils étaient de 422.498 tonnes;
- au 1^{er} décembre 1924 ils étaient de 419.028 tonnes.

Ces stocks représentent la consommation de quatre mois. La loi du 10 janvier 1925 oblige de constituer de semblables stocks pour les autres dérivés du pétrole, et notamment pour les huiles de graissage. Ces dispositions nous mettent à l'abri des besoins pressants.

En outre, des réservoirs à mazout doivent être construits pour 340.000 tonnes. D'après le projet de 22 mai 1923, le programme doit être achevé en 1929.

Il est également question d'étendre la faculté de transit à

l'intérieur pour assurer une meilleure répartition des stocks.

D'autre part l'industrie du raffinage, impliquant l'existence de réservoirs, la distillation du pétrole brut a été encouragée par la loi du 5 août 1919, par l'autorisation de mise en exercice des usines traitant le pétrole étranger, par la mise en vigueur de droits protecteurs en faveur des bruts traités en France, par l'exonération des droits sur les déchets et l'autorisation de leur réexportation, par la majoration des droits sur les huiles de graissage, paraffines et vaselines importées, s'efforçant ainsi de créer un marché français d'huiles lourdes.

De plus la loi du 10 janvier 1925 supprime dans son article 11 la taxe de fabrication de 1 fr. 25 par 100 kilogrammes ou de 1 franc par hecto, établie par la loi du 31 mars 1903.

Enfin pour faciliter les importations, l'outillage de réception et de distribution est activement poussé dans nos ports : A Rouen, à Marseille, à Bordeaux particulièrement, où la vitesse de déchargement des navires peut atteindre 200 tonnes à l'heure. Mais ces installations, pouvant devenir insuffisantes dans un avenir rapproché, et appartenant à des sociétés privées, la création d'un véritable port pétrolier spécialisé et à usage public vient d'être envisagée. Et les travaux publics ont choisi comme emplacement le bec d'Ambès, au confluent de la Dordogne et de la Garonne, à 70 km. de la mer, sur une superficie triangulaire de 50 hectares, pouvant être facilement reliée aux lignes du chemin de fer de l'Etat.

L'autre élément indispensable à notre ravitaillement est une flotte pétrolière suffisante. Il nous est d'autant plus facile d'en avoir une, que le vendeur n'est pas le maître du fret, mais bien l'acheteur. Notre flotte actuelle est incapable de transporter la moitié du pétrole dont nous avons besoin. Au 1^{er} juillet 1923 elle était de 127.800 tonnes (17 bateaux). A l'heure présente elle est de 200.000 tonnes. En comptant une moyenne de 7 voyages, on arrive à 1 million de tonnes environ, chiffre que la flotte française est capable de transporter par an. Mais la loi du 10 janvier 1925 va lui donner

une impulsion nouvelle, avec ses primes à la construction et à la francisation des navires étrangers appartenant à des raffineurs français. Il y est en effet stipulé (article 7) que pendant dix ans après la promulgation de la loi la moitié des bénéfices réalisés par l'office national seraient accordés aux navires-citernes construits en France et à ceux de moins de 15 ans, francisés dans l'année de la promulgation, l'office étant chargé de déterminer les coefficients afférents à ces deux catégories de navires, de manière à tenir compte des charges particulières provenant de la construction française. Des subventions en outre seront accordées à raison des importations faites directement des pays d'origine.

§ 4. **D'une tentative de réduction des importations : La politique des succédanés. — Le carburant national.** — En 1922 nous avons importé 1.127.085 tonnes de pétrole. En 1923 1.342.225; en 1924 1.562.182¹. L'augmentation est donc de 16 à 18 % par an. Cette situation grevant annuellement notre balance commerciale envers l'étranger d'un milliard de francs, nous avons songé de bonne heure aux divers moyens de réduire nos importations, but d'autant plus difficile à atteindre que le nombre des automobiles augmente chaque année en France de 30 à 40 %. En 1922 l'on comptait en effet 287.000 voitures. En 1923 : 360.000. En 1924 : 500.000. Néanmoins l'Allemagne, qui nous a devancés dans cette voie, a pu réduire ses achats de Kerosine en Amérique de 745.000 tonnes en 1913 à 77.000 en 1923 soit des 9/10.

Trois moyens sont susceptibles d'amener à un semblable résultat.

Premièrement, améliorer l'exploitation des gisements existants. Les procédés par puits et galeries à Pechelbronn ont permis d'extraire les 40 à 50 % du pétrole brut qu'on abandonne habituellement au sol. Deuxièmement, essayer d'augmenter le rendement des moteurs à essence. A cet effet l'on

1. Les chiffres du premier trimestre de 1925 sont de 4.434.848 quintaux métriques, ceux du second trimestre de 3.980.929.

vient de créer à Bellevue, sous la direction de l'office national du pétrole et de l'office des inventions, une station nationale d'essais de moteurs, subventionnée par une partie des fonds laissés par le consortium pétrolier. Les ingénieurs Andreau et Dumanois auraient pu accroître le rendement thermique des moteurs à essence tout en diminuant la consommation, notamment par l'utilisation de corps anti-détonants, introduits dans un mélange de pétrole et d'essence dans la proportion de 1,5 pour 1.000. La compression pourrait être plus élevée, sans provoquer d'auto-allumage. L'encrassement du cylindre pourrait en outre être supprimé. Troisièmement enfin l'on peut essayer de trouver des succédanés. Le benzol, obtenu par la distillation des lignites, et la tétraline, dérivée de la naphthaline, ont donné des résultats appréciables. Les gazogènes ont attiré spécialement l'attention des techniciens. Un concours général de camions, munis d'appareils à bois, doit avoir lieu en septembre-octobre 1925 sous le patronage de l'office national des Combustibles liquides et de l'office des inventions, avec le concours des automobiles clubs de France et de Belgique. Mais l'économie réalisée en dépasse pas 15 %. L'alcool enfin fut pris en considération. Produit de la distillation de matières sucrées ou amidonnées, il ne pouvait être employé seul: Il est, en effet, un médiocre carburant (un litre d'alcool contient 6.000 calories, tandis qu'un litre d'essence en contient 8.000) et sa température d'ébullition étant au-dessus de 80° la mise en marche est des plus difficiles. On eut alors l'idée de le mélanger à l'essence.

En 1917 M. Clémentel, ministre de l'Agriculture, chargea ses services techniques d'étudier le problème de l'alimentation des moteurs agricoles en utilisant l'alcool industriel. Mais la question s'élargit bientôt. En 1919 l'Etat songeait à écouler ses stocks d'alcool. En même temps dans les milieux d'agriculture on se préoccupait de débouchés possibles. Depuis 1916, en effet, les alcools avaient été en presque totalité absorbés par les besoins industriels de la défense natio-

nale. Mais après la guerre la concurrence si âpre de 1914 allait reprendre entre les alcools de vin du Midi et ceux de betteraves et de grains du Nord. Pour apaiser le conflit renaissant le gouvernement décida d'étendre l'emploi de l'alcool, celui de vin devant servir uniquement à la consommation de bouche et celui de betteraves devant être utilisé à la création d'un carburant national.

L'article 55 du douzième provisoire de mars 1923 (loi du 28 février 1923) décidait que les importateurs d'essences de pétrole, pures ou en mélange, destinées à être consommées en France étaient tenus pour obtenir leur licence d'importation d'acquiescer de l'Etat une quantité d'alcool éthylique à 15 % cent correspondant à un minimum de 10 % en volume de la quantité d'essence par eux dédouanée dans le mois précédent. Des décrets avaient pour mission de fixer le pourcentage minimum à acquiescer et le prix de cession de l'alcool. Aucas d'infraction les licences pouvaient être retirées. L'Etat, marchand d'alcool, se constituait ainsi un véritable monopole industriel. Ce texte souleva dans le Parlement d'abord, puis dans l'opinion de vives critiques, qui pour la plupart sont justifiées. L'on fit très exactement remarquer que nos disponibilités d'alcool étaient insuffisantes. Il faudrait en effet 6.600.000 hectos d'alcool à 90° pour satisfaire tous nos besoins en carburants et nos autres usages d'alcool vinaigrerie, parfumerie, pharmacie, éclairage) tandis que à l'heure actuelle notre production est d'environ 1 million d'hectos et qu'avant la guerre elle n'en a pas dépassé 3 millions. Elle ne peut même satisfaire que le 1/8 des commandes imposées par la loi aux importateurs de pétrole. Il était donc à craindre que l'on étendit la production de l'alcool au détriment de celle du sucre. Le résultat serait que, pour ne pas acheter à l'étranger 1 hecto d'essence à 60 fr., on serait obligé d'importer un quintal de sucre à 150 francs. D'autre part, M. René le Grain a établi qu'on dépense 8.000 calories de houille pour obtenir 7.000 calories d'alcool,

En outre au point de vue financier le résultat de ce quasi

monopole est désastreux.. Pour développer l'usage du carburant l'Etat a revendu en 1924 au prix de 120 francs l'hecto, l'alcool qu'il avait acheté l'année précédente à 200 francs et qu'il payait à ce moment là 265.

Enfin au point de vue technique et de l'utilisation preique on se heurte à des difficultés insurmontables : le mélange essence et alcool n'est pas stable, et le moteur fonctionne mal ou point. Pour que le carburant soit homogène, il faudrait de l'alcool absolu, mais l'alcool s'hydrate spontanément à l'air libre, sans compter les rentrées d'eau accidentelles dans les réservoirs des voitures, fûts ou bidons. Le carburant, enfin, pour être pratique devrait pouvoir être employé sur les moteurs à essence. Autrement en temps de guerre, où l'alcool est canalisé vers la fabrication des explosifs, à quoi serviraient ces moteurs spéciaux ? Or de nombreuses expériences ont prouvé que l'étincelle produite par l'alcool n'avait pas la souplesse de celle produite par l'essence, au grand détriment des paliers et têtes de bielle, qui prenaient au bout d'un temps très court un jeu anormal.

Aussi le carburant national est-il aujourd'hui tombé dans l'oubli.

Telle est succinctement exposée la politique intérieure française en matière de pétrole, mais il faut bien se pénétrer de cette idée que notre complète indépendance dépend moins de notre législation intérieure que de nos accords internationaux.

SECTION II

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

§ 1. **La politique française en Pologne.** — Avant la guerre il existait en Pologne trois groupes financiers français d'exportation, représentant environ 155 millions de francs. Au lendemain de l'armistice les capitaux allemands furent sequestrés au profit des capitaux français, mais dès 1920 le

gouvernement polonais, par toute une série de mesures exorbitantes, dont nous avons déjà parlé à propos de la politique polonaise, rendait des plus critiques la position de l'industrie française. C'est pourquoi, après une longue série de pourparlers, la France s'est efforcée d'aboutir à un accord, celui du 6 février 1922.

Il y était stipulé que les sociétés agréées par les deux gouvernements français et polonais pourraient seules librement exporter le naphte. Le gouvernement français, ayant donc ainsi un droit de contrôle, n'a pas besoin de contrat avec le gouvernement polonais pour obtenir du pétrole, il lui suffit d'exiger des sociétés françaises bénéficiaires des privilèges accordés par cet accord, des engagements précis ou qu'il estime suffisants. Néanmoins le gouvernement polonais se réservait de fixer chaque année les quantités nécessaires à la consommation intérieure. En ce cas les limitations devaient être appliquées équitablement et le gouvernement s'engageait à laisser un bénéfice normal aux sociétés. Les quantités qui ne seraient pas employées, redeviendraient libres. Les taxes d'exportation ne devaient en aucun cas dépasser 40 % de la différence entre les prix de Drohobycz pour l'exportation et ceux pour la consommation intérieure, calculé sur la moyenne des trois mois précédents. Les taxes seraient payées en monnaie polonaise.

Bien que le régime des transports dut faire l'objet d'une convention spéciale, le gouvernement polonais devait remettre dans les trois mois de la signature de l'accord tout le matériel roulant, appartenant aux sociétés françaises, libre à elles de l'employer à l'intérieur ou à l'extérieur de la Pologne.

Le marché des devises redeviendrait libre pour les sociétés dans la mesure nécessaire à leurs dividendes et au remboursement régulier de capital, dans la mesure aussi de leurs approvisionnements ou achats de matériel à l'étranger.

Les sociétés françaises, vis-à-vis des impôts, ou emprunts forcés, jouiraient du traitement le plus favorable accordé à

une quelconque grande industrie en Pologne. Leurs capitaux nouveaux seraient même exonérés, disposition qui va faciliter l'afflux de l'argent français. Le gouvernement polonais se réservait toutefois d'accorder des subventions ou exonérations aux industries éprouvées.

Il s'engageait à faciliter la construction et l'utilisation des canalisations.

L'on prévoyait enfin que les sociétés seraient représentées proportionnellement à leur importance, dans un éventuel conseil du naphte, nommé par le gouvernement polonais.

Cet accord doit avoir la même durée que l'accord politique franco-polonais du 19 février 1921. Il est sujet à révision après 10 ans pour tenir compte des conditions économiques nouvelles.

Ainsi les sociétés françaises non seulement jouissent de privilèges importants mais possèdent encore un statut défini pendant 10 ans.

Les résultats de notre politique en Pologne sont appréciables, puisqu'à l'heure actuelle nous contrôlons une production de 400.000 tonnes.

§ 2. **La politique française en Mésopotamie.** — Après la convention anglo-française de 1916, qui nous accordait, comme nous l'avons déjà mentionné à propos de la politique anglaise, Mossoul sans les pétroles, est intervenue toute une série de nouveaux accords. D'abord celui de Walter Long-Berenger, qui nous donnait 20 % sur les 25 % allemands en échange d'une concession sur les terrains de Relizane en Algérie du groupe Pearson. Puis l'accord Berenger-Greenwood, du 21 décembre 1919, qui élevait la part de la France à 25 %. Mais Clemenceau ne voulut en ratifier aucun, l'Angleterre faisant des difficultés pour la Syrie et pour la Cilicie, il estimait que les deux questions, étant liées, devaient être résolues simultanément.

Lorsque Millerand, au début de 1920, tâcha d'obtenir la signature de Lloyd George, au cours d'un voyage à Londres, il échoua.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit la conférence de San Remo. La part de 25 % réservée à la France y fut à nouveau reconnue. En outre sur les 20 % accordés aux intérêts indigènes, les Français pouvaient souscrire une fraction de cette part (7,1/2 %) ce qui faisait un pourcentage total de 32 1/2 %. En revanche la France donnait des facilités d'acheminer le pétrole vers la Méditerranée en permettant d'établir à travers la Syrie des voies ferrées et des pipelines.

La part de 25 % fut par la suite maintenue.

Mais la France ne possédant pas un organisme d'Etat comme l'Anglo-Persian britannique, ni même de sociétés capables de traiter sur un pied d'égalité avec les trusts, il fallut constituer, tout récemment, un groupe national indépendant, chargé de l'exploitation des gisements à l'étranger obtenus par voie diplomatique.

Cette participation dans les pétroles de Mésopotamie constitue un de nos plus grands succès, car si l'Angleterre nous devait une compensation pour la cession de Mossoul, nous n'avions aucun droit dans l'exploitation des gisements.

§ 3. La politique française en Roumanie. — Par l'accord de San Remo la France et l'Angleterre devaient par moitié collaborer en Roumanie, mais le Parlement roumain, désirant la nationalisation des mines, et plein de méfiance à l'égard des étrangers, ne ratifia pas cette convention.

Néanmoins la liquidation des concessions allemandes mises sous sequestre s'est effectuée au mieux de nos intérêts. C'est ainsi que la société allemande Steauna Romana fut attribuée de la manière suivante : 51 % aux Roumains et le reste par moitié entre la France et l'Angleterre.

Par contre en 1923-1924 les destructions systématiques effectuées par les alliés, n'ayant pas encore été suivies d'indemnités correspondantes, et la nouvelle loi des mines obligeant les sociétés étrangères à réserver aux intérêts roumains 60 % de leur capital, les sociétés françaises traversè-

rent une crise grave. Mais les avances de l'Etat leur permirent bientôt de reprendre leur activité.

A l'heure actuelle nous avons conclu une alliance d'intérêt avec les sociétés belges.

La France, possédant tout le capital de l'Aquila et de la Colombia, le 1/4 de la Steauna Romana et une petite partie de l'Astra contrôle aujourd'hui en Roumanie une production annuelle de 300.000 tonnes.

§ 4. **La politique française en Tchécoslovaquie.** — Les schistes bitumineux Tchécoslovaques ont été déclarés propriété de l'Etat en mars 1920. La Compagnie polonaise Galicia et la compagnie franco-polonaise des pétroles essayèrent en vain d'en obtenir la concession. La Royal Dutch ne fut pas plus heureuse.

En octobre 1921 la Standard franco-américaine obtint monopole des importations, des recherches pétrolifères et du raffinage pendant 30 ans. Elle s'engageait à souscrire pour 2 milliards 1/2 au prochain emprunt de l'Etat tchécoslovaque et à donner gratuitement à l'Etat 30 % des actions, 48 % devant rester à la société et 22 % devant être souscrits publiquement. Elle devait en outre dépenser dans les 5 ans 100 millions de couronnes en forages. Il est permis de croire que la Standard franco-américaine comptait moins sur les ressources pétrolifères tchécoslovaques que sur les bénéfices éventuels du monopole des importations, qui lui était acquis.

、 § 5. **La politique française en Russie.** — L'accord du 21 décembre 1919 entre MM. Bérenger et Green Wood posait en principe la collaboration franco-anglaise en Russie. La conférence de San Remo fut obligée de s'en tenir à l'affirmer de nouveau, les Russes n'y étant point partie. A Gênes, en avril 1922, l'Angleterre et l'Italie essayèrent, mais en vain, d'aboutir à un résultat. La France et la Belgique s'étaient tenues sur une prudente réserve.

Les intérêts français en Russie sont groupés autour de Grosny (Société de pétroles, Trust franco-belge).

Les pétrole du Caucase jouissent à leur entrée en France du tarif minimum depuis le 18 avril 1921.

Tel est l'effort gouvernemental pendant ces dernières années sur les gisements de pétrole étranger. L'initiative privée ne peut s'exercer efficacement, gênée par la loi interdisant l'exportation des capitaux. D'autre part la révolution russe a engendré la méfiance du capitaliste français pour des opérations lointaines et orientales. Il convient enfin de faire remarquer le caractère spéculatif et partant aléatoire d'une entreprise de pétrole.

TROISIÈME PARTIE

Le mouvement des Prix

CHAPITRE PREMIER

LES CONDITIONS FINANCIÈRES DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION DU PÉTROLE

Après avoir examiné la production et les besoins des divers pays, ainsi que les conséquences politiques qui en découlent, il reste à jeter un coup d'œil sur une autre résultante, celle-là purement économique — de la production et de la consommation mondiales : le mouvement des prix.

§ 1. Les conditions financières de la production du pétrole.

— Les frais de production sont fort élevés à cause du coût des forages et de l'incertitude des résultats, et ils varient suivant ces deux facteurs. On constate, en effet, qu'aux Etats-Unis en 1923, sur 4.779 sondages, coûtant de 3.000 à 10.000 dollars il y a eu plus de 50 % d'échecs; exactement 73,7 % dans les régions inexplorées et 28,4 % dans le voisinage des champs connus.

D'autre part le raffinage a une action directe sur les prix. Le pétrole de l'Est des Etats-Unis est riche en essence, tan-

dis que celui de Californie contient plus particulièrement des huiles de chauffage. Néanmoins, en général on obtient avec du pétrole brut :

55 % d'huiles de chauffage.

24,45 % d'essence.

8,60 % de pétrole lampant.

6,57 % d'huiles lubrifiantes.

3,55 % de déchets.

1 % de produits divers.

et 10,85 % de paraffine.

Quant aux frais de raffinage, ils sont d'un dollar environ par baril.

§ 2. **Les conditions de la consommation du pétrole.** — Le pétrole peut être considéré comme une marchandise de luxe et les vendeurs ont intérêt à baisser les prix. Le bon marché de l'essence favorise, en effet, l'industrie automobile, mais une fois la demande créée par une augmentation des véhicules en circulation, le pétrole devient pour cette clientèle un produit de première nécessité. Et l'on peut impunément alors envisager une hausse.

Quoi qu'il en soit, si les prix peuvent être influencés en dehors des chiffres bruts de la production et de la consommation, par les conditions et les aléas de cette production, et par l'intérêt attaché à un développement de cette consommation, il ne faut pas perdre de vue le rôle primordial joué en matière de pétrole par le régime du monopole.

CHAPITRE II

LE MONOPOLE DU PÉTROLE

§ 1. **La détermination des prix sous un régime de monopole, le profit.** — L'industrie pétrolière est en effet monopolisée. Un petit nombre de syndicats ont amené de multiples autres sociétés à fusionner avec elles, c'est-à-dire à limiter leur production et leurs zones de vente, à vendre en outre leurs marchandises à un taux identique préalablement déterminé.

Nous ne parlerons pas ici des avantages techniques et des économies commerciales, que, par son intégration, un monopole peut réaliser sur les coûts de production. Nous n'examinerons que l'influence du monopole sur les prix de vente.

Il est d'opinion courante qu'il se produit une stabilisation du marché, la production concentrée se mettant en harmonie avec la consommation. N'est-ce pas là plutôt l'effet de la libre concurrence? La multiplicité des intermédiaires arrête les fluctuations avant qu'elles ne parviennent au consommateur. D'autre part chaque vendeur est dans la nécessité de ne pas hausser les prix, en même temps que dans l'impossibilité de les réduire — il ne pourrait le faire que dans la limite de son profit, mais celui-ci est des plus minces, le minimum par définition, puisqu'il y a concurrence. Il en résulte donc une constance dans les prix de consommation.

Avec le monopole au contraire, le but poursuivi est de stabiliser, non les prix de vente, mais bien le profit, qui est *a priori* le profit net maximum, c'est-à-dire, le plus grand écart possible entre les coûts de production et les prix non prohibitifs de consommation. La conséquence en est que toutes fluctuations provenant des frais de production sont trans-

mises intégralement au consommateur, pour que le profit reste égal à lui-même.

Cette assertion peut paraître exacte seulement pour les modifications à la hausse, mais point pour celles à la baisse. Les stocks, en effet, vont entrer en jeu et essayer de maintenir les prix. Ce faisant d'ailleurs ils n'augmenteront point le profit. Les sociétés tâcheront de liquider les marchandises achetées avant la baisse à un prix plus élevé que le prix du jour, s'efforçant ainsi d'éviter une perte. Mais la baisse s'accroissant elles seront vite débordées, sans parler de leur propre intérêt de perdre temporairement une partie de leur profit, si la baisse doit accroître leur clientèle. Ce n'est donc qu'en période de hausse, quand les stocks désenfleront, qu'elles récupéreront, grâce à ceux-ci, la perte effectivement subie durant la baisse, déficit éprouvé et gain réalisé dans la limite de capacité des stocks. Il en résulte que ces derniers ne peuvent fausser le jeu des fluctuations mais simplement retarder ou devancer le mouvement, le profit s'accroissant d'un côté de ce qu'il perd exactement de l'autre.

Que si la baisse étant temporaire, les stocks ont permis aux sociétés d'attendre jusqu'à la hausse et la hausse étant également de courte durée, les compagnies ont pu attendre la baisse pour les reconstituer, que si les hausses et les baisses n'ont été que locales, cela ne fera pas augmenter le profit, car le gain acquis résulte du fait du monopole et de la faculté d'emmagasinage, par conséquent il est prévisible, et comme élément normal il a dû entrer dans le calcul du profit net maximum. Les prix n'en varieront pas moins pour les périodes sensibles d'essor et de dépression, pour des périodes dont on ne sentirait pas l'influence dans un régime de libre concurrence.

Mais il est bien entendu que ces conséquences ne s'appliquent qu'à un monopole absolu. Et la confusion pourrait venir de ce qu'un pareil monopole n'existe qu'à l'état d'exception. Il ne se trouve en effet qu'à la faveur de certains avantages naturels, quand il y a une concentration de la production

sur quelques points du monde, ou à la faveur de la loi, quand celle-ci a soit établi une barrière douanière, supprimant ainsi sur le marché intérieur toute possibilité de concurrence, soit permis une entente avec les détenteurs des voies de communication, les transports n'ayant pas été érigés en service public et ayant été livrés aux initiatives privées. Dans tous les autres cas il existe une concurrence virtuelle, une menace de concurrence, qui surgirait spontanément si le monopole élevait ses prix au-dessus de ceux qui seraient rémunérateurs pour un établissement isolé. D'autre part il est devenu très difficile, pour combattre une entreprise non affiliée, de baisser les prix dans une région déterminée, car à cause de la facilité moderne des transport, le marché entier en est rapidement influencé et les pertes se chiffrent tout aussitôt par des coefficients énormes. De ces considérations : d'un côté impossibilité de hausser les prix au delà de l'économie réalisée par l'intégration, de l'autre quasi-impossibilité de les abaisser, il ressort que lorsqu'il y a monopole relatif ou *a fortiori* libre concurrence entre les trusts, les variations ne sont guère plus sensibles que sous un régime de liberté absolues, les seules fluctuations des prix pouvant survenir, étant en fonction de la puissance financière des syndicats.

§ 2. **Les trusts de pétrole.** — Au point de vue pétrolier le monopole a joui, au début, grâce à une loi désastreuse, d'une entente sur les transports, et c'est là l'origine de la Standard Oil. Puis le marché étant devenu international, un petit nombre de grosses compagnies ont amené les sociétés locales, autrefois rivales, à fusionner avec elles. Les trusts les plus importants sont la Royal Dutch-Shell et la Standard Oil, entre lesquelles existe encore une libre concurrence. Ils se sont disputé puis partagé en 1907 le marché anglais. En 1910-1912 ce fut le tour du marché chinois, que la Standard Oil occupait depuis 1903, et qu'elle fut obligée de céder par moitié à la Royal, peut-être son affaiblissement venait-il à cette époque de ce que le gouvernement américain avait

exigé sa dissolution en une vingtaine de sociétés indépendantes. Pendant la guerre, en 1917, le ravitaillement étant devenu difficile, les alliés consommaient 1 million de tonnes d'essence et huit millions de tonnes d'huiles lourdes par an. La Standard et la Royal conclurent une alliance. L'Inter-allied Petroleum Conference leur imposa le ravitaillement de chaque nation par le pays de production le plus rapproché. Mais dès l'armistice les deux trusts ont repris leur liberté d'action et ils luttent en ce moment pour conquérir le marché français.

Le monopole des pétroles n'est donc pas à l'heure actuelle absolu, puisque deux compagnies, quoique internationales, se font encore contrepoids. Mais malheureusement pour le consommateur il est à prévoir qu'elles s'entendent elles-mêmes dans un avenir rapproché et se partagent d'un commun accord les marchés mondiaux. Outre la difficulté que rencontrerait une entreprise concurrente pour réunir un capital aussi considérable et les risques que fait courir une exploitation pétrolifère, l'encerclement de la Standard Oil, que nous avons déjà signalé à propos de la politique anglaise, donne à penser qu'un accord avec la Royal pourrait bientôt intervenir. Enfin la constitution d'un syndicat international pour les pétroles de Mésopotamie fait présager également l'avènement prochain d'un monopole absolu.

§ 3. Le syndicat international et la question de Mossoul.

— La « Turkish Petroleum » avec ses 4 groupes : l'Anglo Persian, le Royal Dutch, le groupe américain, dont fait partie la Standard Oil et le groupe français, constitue le premier syndicat international de pétrole.

Cette société au capital de 1 milliard de livres environ, dont le président est anglais, doit se borner à établir des puits dans 24 lots, ayant chacun 8.000 m² de superficie et de rechercher des concessionnaires pour mettre le reste en exploitation. Elle a en outre prévu la construction de pipe lines, allant du désert jusqu'à la Méditerranée, à condition

qu'il y ait suffisamment de pétrole pour en assurer le fonctionnement.

M^r Keeling, agissant au nom de la « Turkish Petroleum » a signé en mars 1925 un accord avec le gouvernement de l'Irak pour la mise en exploitation pendant une durée de 75 ans de toute la Mésopotamie, à l'exception de la province de Bagdad.

Quant à la question de Mossoul, si le vilayet est attribué à l'Irak, la Turkish Petroleum en conservera la concession. S'il est attribué à la Turquie la validité de la concession devra en principe être portée devant une cour impartiale.

Car après que Mossoul eut été définitivement abandonné par la France à l'Angleterre, dans les conditions que nous avons déjà indiquées, les Turcs ayant protesté à Lausanne, la question de savoir si Mossoul devait être rattaché à l'Irak ou bien à la Turquie, fut confiée à la Société des Nations, qui nomma une commission d'enquête. Celle-ci remit son rapport en septembre dernier, en concluant à l'attribution de Mossoul à l'Irak, à condition que l'Angleterre consentît à prolonger pendant vingt-cinq ans son mandat sur le royaume de l'émir Fayçal, mandat qui devait normalement expirer en 1928. Sinon Mossoul retournerait à la Turquie. Il a été établi, en effet, dans ce rapport que le vilayet de Mossoul, territoire de 8.900 km², est nettement séparé de l'Anatolie et qu'il est habité en majorité par des Kurdes, qui ne sont ni arabes, ni turcs; que si, économiquement il est tourné vers l'Irak, ce royaume livré à lui-même, n'offre pas une stabilité politique suffisante; que par contre la Turquie a possédé Mossoul pendant des siècles et que les aspirations des populations seraient en sa faveur. En présence d'attendus aussi contradictoires, la commission s'est rangée à une solution transactionnelle, qui a mécontenté tout le monde.

Les Turcs espéraient une attribution pure et simple, et l'on voit par cet aperçu quels arguments ils ont pu tirer du rapport de la commission d'enquête. D'autre part les Anglais espéraient en 1928 abandonner un mandat coûteux, dange-

reux avec un voisin tel que la Turquie nationaliste, gênant par la nécessité d'une égalité internationale pour les concessions, les tarifs et les douanes, par la tenue aussi de comptes, présupposant un contrôle. Une alliance définitive et conclue en sa faveur, avec tarifs préférentiels et monopole des concessions, aurait été pour elle à la fois fructueuse et commode. La presse britannique d'opposition, libérale et travailliste, ne ménagea point son mécontentement, allant même jusqu'à prévoir une guerre avec la Turquie, si l'Angleterre acceptait de rester dans l'Irak vingt-cinq années encore, accusant même le gouvernement de le savoir pertinemment et de n'agir ainsi que parce qu'il y avait assez de pétrole à Mossoul pour payer une guerre.

Quoi qu'il en soit il est permis de s'étonner que, puisque Mossoul est nettement isolé géographiquement et ne possède pas de population autochtone, la création d'un mandat spécial pour ce vilayet n'ait pas été envisagée.

C'est dans ces conditions que la question fut ajournée jusqu'à la fin de la session de la Société des Nations tandis que trois membres : MM. Quinones de Leon, Umben et Guari devaient s'occuper de trouver un terrain d'entente.

Mais ce Comité ayant exprimé l'avis de résoudre préalablement certaines questions de droit, notamment celle de savoir si la Société des Nations devait jouer en l'occurrence un rôle arbitral ou médiateur — c'est-à-dire si la décision qu'elle allait prendre devait obligatoirement s'imposer aux parties ou si elle n'avait d'autre valeur qu'une tentative de conciliation — et la question aussi de savoir si une telle décision devait être prise à la majorité ou à l'unanimité de ses membres, l'Assemblée de Genève décida d'en déférer à la Cour permanente de Justice Internationale de La Haye, s'efforçant ainsi, en imposant un nouveau délai, d'apaiser les esprits.

Une décision tout à fait opposée aux intérêts turcs étant pour le moins inopportune, il y a tout lieu de croire qu'en définitive la partie nord du vilayet, là où il n'y a pas de pétrole, sera attribuée à la Turquie.

CHAPITRE III

LES VARIATIONS DES PRIX

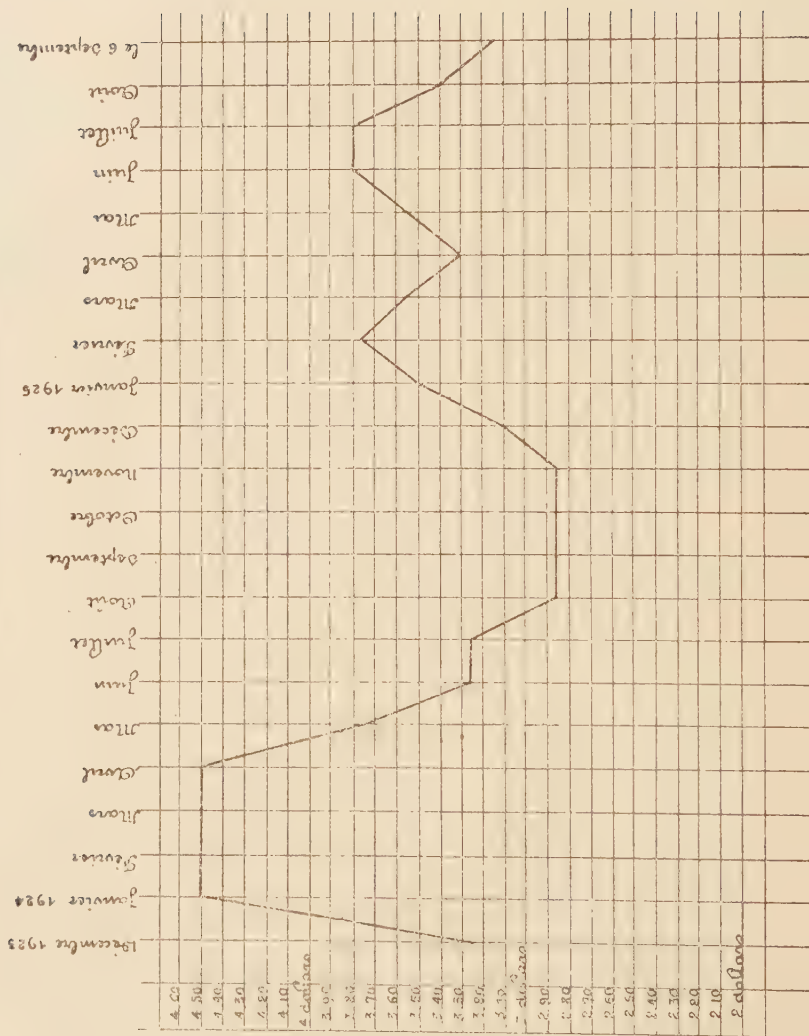
Tous ces éléments : conditions de production, de consommation et monopole influent sur l'offre et la demande, dont les variations se reflètent dans les prix.

Voici donc quelques taux du Pennsylvania à New-York. Et l'on sait que les fluctuations américaines ont une répercussion sur tous les marchés mondiaux y compris les marchés roumains et galiciens.

Fin décembre 1923	3,25 dollars par baril	
janvier 1924	4,50	—
juillet 1924	3,25	—
août 1924	2,85	—
décembre 1924	3,10	—
janvier 1925	3,50	—
juillet 1925	3,80	—
août 1925	3,40	—
6 septembre 1925	3,15	—

A l'heure actuelle la consommation s'accroît chaque mois. Elle est en augmentation de près de 20 % par rapport aux chiffres correspondants de 1924. D'autre part la production fléchit sensiblement, quoique supérieure encore à celle de l'année précédente (la production journalière est en effet pour le mois de juillet en augmentation de 31 % sur 1924). Et les prix viennent de subir une baisse. La «Standard Oil», a publié un communiqué expliquant que ce fléchissement était dû à la concurrence de diverses compagnies. Les trusts ont eux-mêmes accentué le mouvement pour se débarrasser

Prix du Pennsylvania par bail



plus vite de la rivalité de certains petits producteurs. Mais on annonce qu'un accord a été conclu entre la « Pan American Cy » et la « Standard Oil of Indiana », pour maintenir et augmenter les tarifs. Il y a donc tout lieu de croire à un relèvement prochain des prix, bien que ceux-ci soient déjà supérieurs aux prix correspondants de 1924.

CONCLUSIONS

L'étude de la production et de la consommation du pétrole, de la politique pétrolière des divers pays, et du mouvement général des prix du pétrole brut, nous amènent à ces trois conclusions :

1° Qu'il est prématuré de craindre un épuisement des ressources mondiales. Au surplus si l'assèchement des puits doit arriver un jour, le pétrole n'est pas le seul produit qui soit ainsi menacé de disparaître, mais il suit en cela le sort réservé à la houille, et en général à toutes les richesses du sous-sol. Il n'y a donc pas lieu d'en faire une question nationale, mais bien plutôt d'en chercher — pour le remplacer à longue échéance — un succédané abondant et commode.

2° Qu'en face d'un monopole pétrolier toujours plus international, grandit — menaçant — un nationalisme de petites gens, qui prend la forme d'expropriations de terrains au Mexique, d'expropriation de capitaux en Roumanie, de communisme en Russie, et de mesures vexatoires et arbitraires en Pologne. N'est-il pas en effet dangereux pour la paix économique — cause profonde de la paix politique — de créer ainsi des oppositions d'intérêts entre les épargnants du monde ?

3° Enfin que le monopole des pétroles devenant de plus en plus absolu fait prévoir, dans un avenir rapproché, des variations de prix de plus en plus sensibles, la concurrence que se font encore les trusts, se résolvant en ententes internationales relatives à la production et aux marchés.

Quoi qu'il en soit le pétrole, de par sa concentration, doit acheminer les peuples vers la paix. A l'heure où, à Genève, la création d'une conférence économique internationale sous les auspices de la Société des Nations est envisagée, le monopole pétrolier n'apparaît-il pas comme un précurseur ? Le nationalisme économique est aussi démodé que le nationalisme politique, et la disparition de l'un comme de l'autre hâtera cette paix promise, à laquelle les Nations aspirent, à laquelle elles ont droit.

Vu : bon à imprimer

Le Président de la Thèse,
J. BENZACAR.

Vu :

Le Doyen,
L. DUGUIT.

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 26 Octobre 1925,
Le Recteur de l'Académie,
F. DUMAS

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES :

- Colson.** — *Cours d'Economie Politique*, 1918. Tome 3-4.
Gheclu. — *La politique du Pétrole*. Thèse, Paris 1921.
Gide. — *Cours d'économie politique* 1920. Tome 1.
L'Espagnol de la Tramerye. — *La lutte mondiale pour le pétrole*.
Thèse, Paris 1921.
Pomaret. — *La politique du Pétrole et des Combustibles liquides*.
Thèse, Grenoble, 1922.
Seurat. — *Le Pétrole au point de vue économique et fiscal*. Thèse
Bordeaux 1912.

PÉRIODIQUES :

- L'Echo commercial et industriel*, n° du 1^{er} mai 1924.
La géographie du pétrole. Le pétrole (Deforges). Supplément hors
série 1924 de la *Vie Technique Industrielle agricole et coloniale*.
Le pétrole en France (Ch. Finatou) (*id.*).
La législation des pétroles (Jean Michel) (*id.*).
Le marché des pétroles aux Etats-Unis. *La situation économique et
Financière* n° du 10 avril 1925.
Les suppléments économiques du *Temps* des 30 janvier, 15 février,
1^{er} mars, 26 avril et 30 août 1925.
Le pétrole (Yves Guyot). *Journal des Economistes*, avril 1922.
Les perspectives d'avenir de l'industrie du pétrole. *Bulletin quoti-
dien* du 21 avril 1925.
Bulletin mensuel de la Société de Banque Suisse, n° 9 de 1924.
Le marché du pétrole. *La Situation Economique et Financière* du
15 septembre 1924.
Les réserves de pétrole aux Etats-Unis. *Journal l'Information*,
du 2 septembre 1925 et de 11 octobre 1925.
Le pétrole au Mexique. *La Situation économique et financière*, du 17
avril 1925.

La situation de l'industrie du pétrole au Mexique en 1924. *Bulletin quotidien* du 26 avril 1925.

L'industrie du pétrole au Mexique. *Bulletin quotidien* du 25 mars 1922.

Le Naphte russe. *Journal l'Information* du 10 octobre 1925.

L'industrie russe du pétrole sous le régime de la nationalisation. *Bulletin quotidien* du 22 septembre 1923.

Le bilan de cinq années de révolution russe. Supplément au *Bulletin quotidien* du 14 décembre 1922.

Le pétrole (Jean Duport). *Annales économiques et financières* nos des 31 juillet, 7 août et 14 août 1924.

Le Pétrole roumain (M. I. Dinu). *Illustration Economique* du 7 février 1925.

Tancrède Constantinesco (*id.*).

Correspondances de l'Etranger. Roumanie n° 444, 15 septembre 1924.

Le Pétrole roumain. *Correspondances de l'Etranger* du 1^{er} avril 1922.

L'industrie pétrolière roumaine en 1921. *Bulletin quotidien* du 28 mars 1922.

Les pétroles polonais. Supplément au *Bulletin quotidien* du 27 juillet 1922.

La production du pétrole en Pologne. *La Réforme économique*, n° du 15 septembre 1924.

L'accord franco-polonais. *Journal l'Information* du 18 août 1923.

Le pétrole dans l'Amérique du Sud. *Bulletin quotidien*, du 7 août 1923.

Le pétrole au Vénézuéla. *Journal l'Information* du 2 septembre 1925.

La production du pétrole en Equateur. *Bulletin quotidien* du 10 août 1923.

L'industrie pétrolifère en Argentine. *Bulletin quotidien* du 4 janvier 1923.

L'industrie du pétrole en Argentine. *Bulletin quotidien* du 16 mai 1924.

Les concessions de pétrole dans l'Asie Occidentale. *La Vie Economique* des 30 juillet, 2 août 1924.

A la recherche du pétrole au Japon. *Bulletin quotidien* du 19 mars 1925.

L'industrie pétrolière en Tchéco slovaquie. *Bulletin quotidien* du 22 juin 1923.

La découverte du pétrole en Allemagne. *Bulletin quotidien* du 16 avril 1924.

Le pétrole en Espagne. *Correspondances de l'étranger* n° 329, 2 juillet 1923.

L'industrie britannique du pétrole en 1923. *Bulletin quotidien* du 17 mars 1924.

Les gisements persans. *La Vie Economique* des 2-8 décembre 1924.

L'industrie et le commerce du pétrole en Allemagne. *Bulletin quotidien* du 5 mai 1925.

La recherche du pétrole dans les colonies françaises. *Bulletin* du 18 juillet 1923.

- La situation des mines de pétrole de Pechelbronn. *Bulletin quotidien* du 7 juillet 1924.
- Bulletin officiel de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles*, n° de mai 1925.
- Y a-t-il du pétrole en Auvergne? (F. Honoré). *Illustration* du 5 mai 1923.
- Le Commerce et la production des huiles de pétrole en France pendant le 1^{er} trimestre 1925. *Bulletin quotidien* du 5 juin 1925.
- La question des pétroles à Madagascar (J. A. Grégoire). *L'Echo de Stan* n° 8, 15 mai 1925.
- Le pétrole en France. La Société Petra. *Journal l'Information* du 13 mars 1925.
- Le pétrole en France (H. M. de L.). *Radio-Midi* du 30 juin 1923.
- La lutte pour la suprématie du pétrole (Lepoutre). *Revue économique internationale*, mai 1922.
- La politique du pétrole (C. O. Neill) (*id.*).
- Les pétroles de Mésopotamie (J. Auclère). *Figaro*, supplément économique du 23 mars 1925.
- Le droit des Nations sur les pétroles de Mossoul. *La vie économique* n°s des 9-15 décembre 1922.
- La question de Mossoul. *Etudes et Informations commerciales de la Banque nationale française du commerce extérieur*, n° du 28 février 1925.
- Le pétrole et les conventions anglo-russes (R. W. Barnett). *Revue Economique internationale*, mars 1922.
- La lutte pour le pétrole en Russie. *Economiste Européen* n°s des 3 et 10 mars 1922.
- Autour des pétroles de Roumanie. *Bulletin quotidien* du 5 juin 1924.
- L'accord franco-polonais sur les pétroles. *Bulletin quotidien* du 4 avril 1923.
- Les conditions financières de la production du pétrole. *La Vie Economique* du 5 juillet 1924.
- La politique française du pétrole et des combustibles liquides (Louis Pineau). *Bulletin quotidien* du 18 avril 1925.
- La politique du pétrole. *Sud-Ouest économique* du 23 janvier 1921.
- Les résultats financiers du régime d'état du pétrole. *Bulletin quotidien* du 8 janvier 1925.
- Le projet de loi voté par la Chambre, relatif au régime intérieur des pétroles et à la création de l'Office National des Combustibles liquides. *Bulletin quotidien* du 15 avril 1924.
- La loi du 10 janvier 1925. *Journal Officiel* du 11 janvier.
- La France et le problème de pétrole. *La Vie économique* du 1^{er} octobre 1924.
- La question du transport maritime du pétrole (Maurice Roudet-Saint). *La Réforme Economique* du 15 septembre 1924.

- Les Importations des hydrocarbures par Bordeaux. Journal l'*Information* du 30 août 1925.
- La Flotte pétrolière française. *La Journée Industrielle* du 28 juillet 1923.
- Extrait du compte rendu de la séance de l'Académie des Sciences du 11 mai 1925. *Journal Officiel* du 16 mai 1925.
- Le carburant national. *La Vie Economique* des 5-11 mai 1922 et des 10-16 mars 1923.
- Le vote du carburant national. *Action nationale*, mars 1923.
- L'automobile au charbon de bois (F. Honoré). *Illustration*, 23 février 1924.
- L'accord franco-polonais (Louis Dausset). Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères du Sénat. Journal l'*Information* du 4 avril 1923.
- Angleterre et France dans l'Orient méditerranéen. (Jacques Bar-doux), Journal *Le Temps* du 7 septembre 1925.
- Fragments du « Daily Mail et du Daily Herald » cités par le journal *Le Temps* du 5 septembre 1925.
- Le marché du pétrole. Journal l'*Information* des 6 septembre et 13 septembre 1925.
- Le marché du pétrole. *La Situation économique et financière*, du 12 setembre 1924.
-

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Introduction. — Technique du pétrole.....	7
§ 1. Le pétrole. Sa nature. Ses dérivés et leur utilisation	7
§. 2 Ses avantages	8
§ 3. Son origine	9
§ 4. Situation géologique de ses gisements.....	10
PREMIERE PARTIE. — La géographie du pétrole	11
Chapitre premier. — <i>Les Etats-Unis</i>	11
§ 1. La production du pétrole aux Etats-Unis (graphique)	11
§ 2. Les différents Etats producteurs.....	12
§ 3. Les réserves de pétrole aux Etats-Unis.....	17
§ 4. La consommation du pétrole aux Etats-Unis.....	19
Chapitre II. — <i>Le Mexique</i>	21
§ 1. La production mexicaine du pétrole (graphique) ...	21
§ 2. Les zones de production	22
§ 3. Les réserves de pétrole au Mexique	23
§ 4. La consommation du Mexique. Ses exportations ...	23
Chapitre III. — <i>La Russie</i>	26
§ 1. La production russe	26
§ 2. Les principales régions pétrolifères.....	27
§ 3. Les ressources russes	28
§ 4. La consommation de la Russie. Ses exportations ..	28
Chapitre IV. — <i>La Roumanie</i>	30
§ 1. La production roumaine	30
§ 2. Les zones de production	30
§ 3. Les réserves roumaines	31
§ 4. La consommation de la Roumanie. Ses exportations	31
Chapitre V. — <i>La Pologne</i>	32
§ 1. La production polonaise	32
§ 2. Les centres de production	32
§ 3. Les caractéristiques de la production polonaise...	33
§ 4. La consommation de la Pologne. Ses exportations	33

Chapitre VI. — Les pays d'avenir. — Les Etats de l'Amérique du Sud	35
§ 1. Les ressources de l'Amérique du Sud.....	35
§ 2. La Colombie	35
§ 3. Le Vénézuéla	36
§ 4. L'Equateur	36
§ 5. Le Pérou	36
§ 6. Le Brésil et le Chili.....	37
§ 7. L'Argentine	37

Chapitre VII. — Autres pays producteurs	39
§ 1. La Perse	39
§ 2. Les Indes Neerlandaises	39
§ 3. Les Indes	40
§ 4. Le Japon	41
§ 5. Les autres pays producteurs.....	41

Chapitre VIII. — La France et ses colonies	43
§ 1. La production française	43
§ 2. La consommation française. — Les importations..	45
§ 3. Les ressources de pétrole en France.....	45
§ 4. L'Algérie	45
§ 5. La Tunisie....	46
§ 6. Le Tonkin	46
§ 7. Madagascar	46

DEUXIEME PARTIE. — La politique du pétrole

49

Chapitre premier. — La politique des Etats-Unis	49
§ 1. D'une tentative de politique nationale américaine	49
§ 2. La politique américaine dans l'attribution des pétroles de Mésopotamie	51

Chapitre II. — La Politique anglaise	53
§ 1. L'approvisionnement de l'Angleterre	53
§ 2. La politique anglaise	53
§ 3. L'Angleterre en Mésopotamie	54
§ 4. La politique anglaise en Roumanie, dans les colo- nies françaises et en Russie.....	56

Chapitre III. — Les politiques mexicaine, roumaine, et polonaise	57
§ 1. La politique mexicaine	57
§ 2. La politique roumaine	58
§ 3. La politique polonaise	60

Chapitre V. — <i>La politique française</i>	61
<i>Section première. — La politique intérieure</i>	61
§ 1. La législation minière française	61
§ 2. Le régime intérieur	61
§ 3. Le problème du ravitaillement. — Les stocks et la flotte pétrolière	65
§ 4. D'une tentative de réduction des importations. — La politique des succédanés. — Le Carburant national	67
<i>Section deuxième. — La politique extérieure</i>	70
§ 1. La politique française en Pologne	70
§ 2. La politique française en Mésopotamie	72
§ 3. La politique française en Roumanie	73
§ 4. La politique française en Tchécoslovaquie	74
§ 5. La politique française en Russie	74
 TROISIEME PARTIE. — Le mouvement des prix	77
Chapitre premier. — <i>Les conditions financières de la production et de la consommation du pétrole</i>	77
§ 1. Les conditions financières de la production du pétrole	77
§ 2. Les conditions financières de la consommation du pétrole	78
Chapitre II. — Le monopole du pétrole	79
§ 1. La détermination des prix sous un régime de monopole. — Le profit	79
§ 2. Les trusts de pétrole	81
§ 3. Le syndicat international et la question de Mossoul	82
Chapitre III. — <i>Les variations des prix (graphique)</i>	85
Conclusions	89
Bibliographie	91

Bordeaux. — Imprimerie J. BIÈRE, 18-20-22, rue du Fougue
